



CEPII
RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

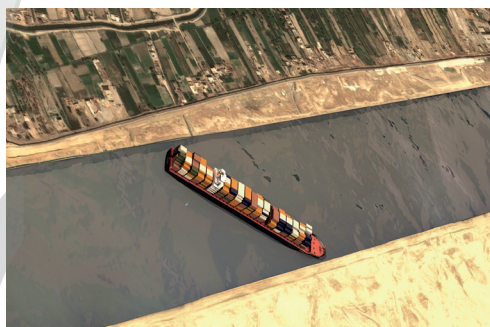


Table des matières

- 5** Préface
- 7** Introduction
- 13** Les programmes scientifiques
 - 13** **MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES**
 - Conséquences macroéconomiques de la crise sur les déséquilibres extérieurs
 - Enjeux monétaires et financiers
 - Changements structurels liés à la crise
 - Projets hors programme de travail
 - 27** **MIGRATIONS INTERNATIONALES**
 - Migrations et crise sanitaire
 - Migrations et (dé)mondialisation
 - Flux et politiques migratoires
 - Économie politique des migrations
 - 33** **POLITIQUE COMMERCIALE**
 - Protectionnisme et transformation de la mondialisation
 - Environnement et climat
 - Outils et bases de données
 - Projets hors programme de travail
 - 43** **ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL**
 - L'organisation des entreprises multinationales
 - Chaînes de valeur mondiales, transmission des chocs et marché du travail
 - Compétitivité, relocalisation et spécialisation
 - Bases de données, profils et outils
- 55** Les publications
 - Recherche
 - Analyses
 - The CEPII Newsletter
- 67** Le site internet du CEPII
- 69** La présence du CEPII dans les médias
 - Articles et interviews (*sélection*)
 - Interviews audio et vidéo
- 75** Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII
- 79** Rencontres organisées par le Club du CEPII
- 81** Participation à des groupes de travail et comités d'experts
- 85** Les relations partenariales



Préface



Jean Lemierre
Président du Conseil
du CEPII

Bien qu'elle n'ait pas été perçue comme telle sur le moment, l'année 2021 apparaît avec le recul comme une année de transition. Dans les pays développés, la vaccination et le soutien massif aux économies ont permis un allègement des restrictions et un fort redémarrage de l'activité. La Chine, qui avait été moins affectée par la pandémie, et les pays exportateurs d'énergie et de matières premières ont pleinement bénéficié de cette reprise. Les pays les plus pauvres n'ont, en revanche, pas connu la même dynamique.

L'année 2021 a également été marquée par un regain de l'inflation. Outre les prix de l'énergie et des matières premières, les perturbations des chaînes d'approvisionnement que la pandémie a entraînées voire l'adoption d'un plan de soutien massif à la demande aux États-Unis, dont l'économie était alors très dynamique, ont certainement joué un rôle.

Le CEPII avait réagi au déclenchement de la pandémie en 2020 en contribuant à l'analyse de ses conséquences dans les semaines qui ont suivi. En 2021, il a achevé des travaux sur ce thème mais avec

davantage de recul. Ces derniers ont notamment concerné la place de la France et de l'Europe dans le commerce international de produits pharmaceutiques, le rôle des travailleurs immigrés dans les secteurs essentiels, l'impact (limité) de la pandémie sur les défaillances d'entreprise et, par suite, la rentabilité des banques.

De nombreuses études, qui se situent dans une temporalité de moyen terme dont le Centre s'est fait une spécialité, ont également été publiées. Sans pouvoir toutes les mentionner ici, on retiendra les travaux sur les causes de l'hétérogénéité des niveaux de désindustrialisation et de balances commerciales des pays européens, la contribution des immigrés qualifiés à l'innovation des entreprises en France, l'impact économique et environnemental du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières proposé par la Commission européenne, l'intégration commerciale panafricaine ou monétaire en Afrique de l'Ouest ou les mécanismes de transmission des chocs par les chaînes de valeur mondiales.

Le CEPII a également mis à jour ses bases de données et, surtout,

continué à adapter ces dernières aux standards les plus rigoureux, notamment en matière de transparence. Ces bases sont destinées à la communauté scientifique internationale. Une partie est cependant mise à disposition du grand public sous une forme plus accessible.

Le décryptage d'une actualité économique internationale chargée, encore très marquée par la pandémie, à destination d'un large public s'est également poursuivi.

Ce rapport d'activité se cantonne à l'année 2021 mais il n'est pas possible de clore cet éditorial sans évoquer les bouleversements induits par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Tout en restant fidèle à sa mission d'analyse des tendances structurelles de l'économie mondiale, le CEPII se devra de les intégrer, dès 2022, à ses travaux de recherche, d'éclairage des décideurs et de pédagogie auprès du plus grand nombre.



Introduction



Christophe Destais
Directeur adjoint
du CEPII

En 2021, le CEPII a poursuivi les travaux d'éclairage de la crise sanitaire engagés l'année précédente. Il a aussi été en mesure de reprendre ses travaux plus structurels, en s'efforçant d'intégrer les mutations en cours à son analyse, comme celles relatives à l'impact de la crise sanitaire sur les chaînes de valeur ou aux conséquences des politiques économiques mises en œuvre aux États-Unis. Le centre a également poursuivi ses travaux de fond, méthodologiques, statistiques et de modélisation.

L'activité de suivi des questions de politique économique, qu'il s'agisse de conférences (54 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexe p. 75), d'interventions publiques ou de publications a également été réorientée en fonction de ce contexte nouveau.

Ces travaux continuent de rencontrer un large écho, en dépit d'un léger recul de certains indicateurs par rapport à l'année antérieure, qui avait connu un pic en raison de la pandémie. En témoignent l'intense fréquentation de notre site internet (plus de 2,3 millions de pages vues et 360 000 visites (voir annexe p. 67) et plus de 170 000 téléchargements. En 2021, les économistes du CEPII ont publié 372 articles de presse ou entretiens exclusifs. Au total, le CEPII est apparu 1 626 fois dans les médias (voir annexe p. 69).

Ce rapport d'activité suit la division habituelle par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet.



MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Le programme "Macroéconomie et finance internationales" (MFI) a concilié cette année la poursuite des travaux structurants de l'équipe avec la nécessaire adaptation de plusieurs projets afin d'appréhender les bouleversements causés par la pandémie.

Un premier axe de recherche a porté sur les conséquences macroéconomiques de la crise sur les déséquilibres extérieurs, en particulier intra-européens. La zone euro se caractérise en effet par une divergence marquée entre des pays aux excédents extérieurs très importants, comme l'Allemagne, et des pays aux déficits persistants, comme la France. L'analyse des principaux facteurs explicatifs de ces déséquilibres a permis de les hiérarchiser, et de mettre en avant le rôle crucial de la démographie et du niveau de développement. Des projections de moyen terme des soldes extérieurs ont aussi été réalisées en tenant compte à la fois de la spécialisation sectorielle des pays européens, de leurs interdépendances et des spécificités du choc lié à la pandémie. Elles ont mis en évidence le risque d'une divergence persistante des soldes extérieurs entre la France et l'Allemagne. Des travaux ont également été menés pour mieux appréhender les déséquilibres mondiaux. Une étude s'est ainsi focalisée sur la dimension internationale du phénomène de stagnation séculaire et, plus précisément, sur les mécanismes par lesquels les inégalités internes en Chine, en augmentant l'abondance d'épargne, pouvaient aggraver la situation de trappe à liquidité

à l'échelle mondiale. Le changement de stratégie de croissance de la Chine a aussi été analysé à l'aune de ses conséquences sur les déséquilibres mondiaux. L'équipe MFI a par ailleurs continué à développer son expertise sur les dynamiques des taux de change, en enrichissant la base de données Eqchange sur les taux de change effectifs et d'équilibre. L'expertise du CEPIL sur ces questions a également permis d'étudier la soutenabilité du projet de zone monétaire ECO en Afrique de l'Ouest en montrant que ni un ancrage rigide à une monnaie, ni un flottement pur ne serait souhaitable pour aucun des pays.

En deuxième lieu, une attention particulière a été accordée aux conséquences monétaires et financières de la crise sanitaire. Une étude a ainsi mesuré l'efficacité des outils utilisés par la BCE pour stopper la contagion de la Covid-19 aux marchés financiers. La politique de contrôle des taux longs des banques centrales a aussi été étudiée à l'aune de ses effets sur la baisse des coûts de financement des dépenses publiques et des risques qui y sont associés, notamment en termes d'inflation. Cette question de l'inflation a également été analysée en éclairant les débats récents autour de la courbe de Phillips : l'étude réalisée met en évidence une relation quasi systématique entre le taux de change réel et le chômage, qui implique pour les autorités monétaires et budgétaires un arbitrage entre chômage et compétitivité. Les mutations du système monétaire



international ont également occupé une place importante via l'analyse des facteurs qui pourraient conduire à une atténuation de la suprématie du dollar, dans un monde marqué par les rivalités sino-américaines, mais aussi celle des conséquences de l'essor des monnaies digitales de banque centrale sur la dynamique du système monétaire international. Une attention particulière a aussi été portée au risque de défaillances d'entreprises à la suite de la crise sanitaire et à leurs effets potentiels sur la résilience des systèmes financiers. L'importance du phénomène de granularité sur la transmission des chocs financiers et, en particulier, la dépendance du mécanisme d'accélérateur financier à la taille des entreprises, ont été quantifiées grâce à l'utilisation de données microéconomiques pour plusieurs pays européens.

Enfin, afin d'éclairer les transformations de long terme induites par la crise, ou qui pourraient être engendrées par la transition écologique,

le programme MFI a analysé les conséquences structurelles de différents chocs. Une étude a ainsi porté sur les effets macroéconomiques d'une pandémie passée. Une autre s'est attachée à évaluer les effets à long terme des destructions d'emplois industriels sur les salaires et l'emploi local afin de mieux appréhender les capacités d'ajustement du marché du travail face aux réallocation sectorielles qui pourraient être entraînées par la transition énergétique. Les conséquences des destructions d'emplois industriels sur la concentration du marché du travail (du fait de la disparition de nombreux employeurs) ont également été documentées, avec une analyse du rôle du commerce international comme facteur ayant pu accélérer cette concentration. Enfin, une analyse comparée de la gouvernance d'entreprise entre la France et l'Allemagne a été entreprise afin de mieux comprendre les capacités d'adaptation des entreprises face aux défis environnementaux et de réindustrialisation.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Les travaux réalisés dans le cadre du programme "Migrations internationales" ont cherché en premier lieu à éclairer les enjeux de la crise sanitaire au regard des problématiques migratoires. Ils ont notamment mis en lumière le fait que la présence des immigrés dans les métiers considérés comme « essentiels » est voisine de la part que cette population occupe dans l'ensemble des secteurs d'activité, leur surreprésentation n'étant notable qu'en Ile-de-France et parmi les médecins

hospitaliers. Ils ont également souligné le rôle important du transport aérien dans les échanges internationaux tant au travers du transport de certaines marchandises que dans les relations d'affaires et, par suite, les dynamiques d'intégration commerciale.

Parallèlement à cet effort d'éclairage des enjeux migratoires de la crise sanitaire, les travaux d'identification et d'analyse des conséquences des flux migratoires se sont poursuivis.

Deux études portant sur le lien entre migrations et mondialisation ont abouti. La première établit un lien causal entre migration qualifiée et dépôts de brevets en France. La seconde modélise et estime l'apport de l'immigration à la compétitivité internationale des entreprises à travers trois canaux principaux : la diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir. Ce travail met en exergue les effets positifs de l'immigration qualifiée sur la productivité des secteurs où le processus de production est le plus complexe et coopératif.

Les travaux sur l'impact des migrations sur le marché du travail se sont également poursuivis. Une étude montre qu'en France, entre 1982 et 2016, la présence de travailleurs immigrés a pesé sur le salaire moyen des hommes mais qu'elle n'a eu aucune conséquence sur leur taux d'emploi. L'inverse est vrai pour les femmes en première approximation, mais corrigé de divers effets de composition, l'effet apparaît similaire à celui qui a été constaté pour les hommes. Finalement, des résultats préliminaires d'une analyse de données sur la libéralisation de l'accès des immigrés à certains emplois en Allemagne laissent

penser que les opportunités d'emploi des natifs s'en sont trouvées affectées à court terme.

L'analyse des dispositions relatives à la mobilité des personnes dans les accords de libre-échange montre qu'ils jouent un rôle croissant dans la régulation de la circulation des femmes et des hommes d'affaires sans avoir d'impact sur les flux migratoires permanents. Ce travail, à l'occasion duquel une méthode innovante d'analyse algorithmique des textes juridiques a été développée, établit également que l'assouplissement des restrictions aux voyages d'affaires augmente substantiellement les flux commerciaux bilatéraux.

Une étude sur les perceptions de l'immigration montre que dans les pays où la part des immigrés est plus élevée, les natifs sont en moyenne plus enclins à considérer que les immigrés aggravent la criminalité et sont un fardeau pour les finances publiques. Sur les questions économiques et culturelles, les perceptions ne sont en revanche pas dépendantes de l'importance de la population immigrée.

POLITIQUES COMMERCIALES

En 2021, les tensions internationales ne sont pas retombées avec le changement d'administration aux États-Unis : les tarifs élevés et le commerce administré sont même devenus une sorte de « nouvelle norme ». Les perturbations amenées par la crise sanitaire se sont poursuivies,

même si elles ont en partie changé de nature. Les effets des confinements stricts ont laissé la place aux effets d'une forte reprise, avec des tensions sur les approvisionnements et les chaînes logistiques. Malgré ces turbulences, la question des liens entre commerce et environnement



est restée sur le devant de la scène : en juillet 2021, la Commission européenne publiait le paquet législatif *Fit for 55* qui, pour tracer le chemin vers la neutralité carbone et la réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, prévoit de s'appuyer sur un ajustement carbone aux frontières de l'Union.

Le programme de travail Politiques commerciales a poursuivi sa double démarche : analyser et suivre les turbulences et les effets inattendus de la crise sanitaire tout en maintenant son investissement de fond sur les tendances lourdes.

L'équipe a ainsi alimenté les débats publics par le suivi des effets de la crise sur les flux commerciaux et par des publications d'actualité (blogs et Lettre du CEPII) et de multiples interventions publiques.

En parallèle, les travaux sur les transformations de la mondialisation ont été maintenus : analyses de la valeur ajoutée des accords préférentiels, des effets des barrières non tarifaires sur le commerce de biens et de services, etc. Une étude sur l'impact de la dernière et très vaste zone de libre-échange d'Afrique continentale a été engagée, en partenariat

avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Les questions environnementales ont occupé une place croissante. Le CEPII a participé au débat public sur les impacts économiques et environnementaux du mécanisme d'ajustement carbone à la frontière, avec des travaux originaux en phase avec le calendrier des institutions européennes. Il a également engagé des travaux plus exploratoires sur les liens causaux entre commerce et environnement.

Enfin, comme chaque année, le travail moins visible mais essentiel sur l'entretien des outils et des bases de données s'est poursuivi avec l'aboutissement des projets sur l'estimation des élasticités du commerce aux changements de politique commerciale au niveau sectoriel fin et sur les nouvelles projections macro-économiques de long terme (particulièrement importantes car elles pourront servir de base contre-factuelle pour analyser les impacts de la crise sanitaire et des tensions internationales). L'équipe a également réalisé la mise à jour du modèle d'équilibre calculable MIRAGE et l'entretien des bases tarifaires.

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Un premier ensemble de travaux a porté sur la fiscalité des entreprises multinationales, avec notamment la publication d'une étude sur les conséquences de la concurrence fiscale entre États ayant conduit à une baisse continue des taux d'impôt sur les sociétés au cours des quarante

dernières années. Deux projets sur la quantification des instruments de l'évitement fiscal des multinationales et les réformes du système international de taxation des entreprises ont progressé et seront achevés cette année.

L'organisation des chaînes de valeur mondiales a constitué le second axe de travail du programme ACI. Trois dimensions ont été approfondies cette année. La première a trait aux conséquences des règles d'origine, particulièrement importantes dans la réforme de l'ALENA mais aussi dans le cas du Brexit, sur la production et l'emploi du secteur automobile et de ses différentes composantes (assemblage et pièces détachées). La deuxième s'intéresse aux questions de dépendance commerciale et vise à mieux comprendre l'évolution de la concentration de la production au niveau mondial et le rôle spécifique qu'y joue la Chine. La troisième analyse la transmission des chocs au sein des chaînes de valeur mondiales : transmission des chocs de demande par les réseaux commerciaux et par les filiales des multinationales d'une part, et transmission des chocs technologiques liés à l'adoption des technologies d'automatisation dans les pays partenaires d'autre part.

Le troisième axe de travail avait trait aux questions de compétitivité et de spécialisation. Sur la compétitivité française, l'approfondissement de nos travaux précédents nous a conduits à analyser le rôle des entreprises multinationales françaises dans la dégradation du solde commercial français au cours des

deux dernières décennies. Dans la continuité des enjeux soulevés par la crise sanitaire, un travail en cours d'achèvement identifie le positionnement de l'Europe et de la France dans le commerce de la filière des produits pharmaceutiques. Enfin, la poursuite de nos travaux sur l'intégration européenne s'est concentrée sur le suivi des conséquences commerciales du Brexit et l'évaluation quantitative du niveau d'intégration atteint par les États-membres de l'UE en comparaison des États-Unis d'Amérique sur les quatre libertés.

Du côté des bases de données, au-delà des mises à jour annuelles des bases existantes, plusieurs développements ont été menés à bien cette année. La base TradeProd, qui permet l'estimation d'équations de gravité incluant le commerce interne des pays sur longue période, et dont la dernière version datait de 2010, a été mise à jour et le sera dorénavant à un rythme annuel étant donné l'intérêt de telles données, notamment pour les exercices contrefactuels. Par ailleurs, la série des Profils, outil de visualisation et de mise en valeur de nos bases de données, a été enrichie : les Profils Régions, mis en ligne en 2021, caractérisent l'insertion internationale de 8 grandes régions composant le monde et de 10 zones d'intégration économique.



Programme scientifique

■ Macroéconomie et finance internationales

CONSÉQUENCES MACROÉCONOMIQUES DE LA CRISE SUR LES DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS

DÉSÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES EN ZONE EURO : UN EXAMEN DES CAUSES

Ce projet, engagé en 2021 et inscrit au programme de travail sur deux ans, vise à étudier les causes des divergences macroéconomiques entre les pays membres de la zone euro. Avant la crise financière de 2007-2008, ces déséquilibres étaient jugés soutenables car reflétant des dynamiques de rattrapage de certains pays par rapport à d'autres. Les crises, financières et des dettes souveraines, n'ont pas seulement conduit à un changement de paradigme, elles ont aussi exacerbé les divergences. Ces dernières demeurent très importantes avec, d'un côté, les pays à fort excédents courants (Allemagne et Pays-Bas) et, de l'autre, les pays déficitaires dont la France. Même s'ils ont évolué, la persistance de ces déséquilibres soulève la question de la faiblesse des capacités d'ajustement des économies de la zone, et de l'adéquation des réponses apportées.

L'étude descriptive détaillée des principaux postes des comptes courants et des écarts entre les soldes courants et leurs "normes" données par les fondamentaux permet d'évaluer l'importance des déséquilibres et d'en identifier les causes. À cet égard, les variables structurelles représentatives des caractéristiques démographiques des pays et de leur niveau de développement jouent un rôle crucial. D'autres variables ont également un impact significatif sur les soldes courants, à l'instar de la compétitivité coût et prix, des conditions financières, des termes de l'échange ou encore de la position extérieure nette.

Carl Grekou, Valérie Mignon

Axelle Arquié, Fabien Tripier

Il reste désormais à confronter empiriquement ces différents facteurs explicatifs retenus afin de quantifier leur contribution et les hiérarchiser. Des préconisations de politique économique pour la soutenabilité de la zone euro seront finalement déduites des résultats obtenus.

DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX, INÉGALITÉS ET STAGNATION SÉCULAIRE

Ce projet visait à étudier la dimension internationale du phénomène de stagnation séculaire, qui caractérisait l'économie avant la crise de la Covid-19 et à modéliser les conséquences possibles de la crise sanitaire sur cette dynamique via le creusement des inégalités qui en résulterait. Il s'agissait en particulier d'analyser par quels mécanismes les inégalités internes à un pays pouvaient entraîner une autre région du monde dans une situation de stagnation séculaire. La propension marginale à consommer des plus riches étant plus faible que celle des plus pauvres, une concentration du revenu dans les catégories les plus aisées conduit mécaniquement à une hausse de l'épargne et à une baisse de la consommation.

Une zone inégalitaire pourrait ainsi aggraver, par l'abondance de son épargne, la situation de trappe à liquidité de l'ensemble du monde, y compris pour une zone plus égalitaire, telle que l'Europe. La Chine connaît ainsi de profondes disparités de revenus qui se traduisent par un poids faible de la consommation : en 2018, les dépenses de consommation finale représentaient 55 % du PIB contre 76 % en France. Avec la crise de la Covid-19, ces inégalités pourraient s'accroître, conduisant ainsi à une augmentation de l'épargne dans certains pays et un accroissement des déséquilibres mondiaux.

Ce projet a donné lieu à l'écriture d'un chapitre de l'ouvrage *L'économie mondiale 2022* consacré à la stagnation séculaire. Il incluait également un volet modélisation qui a été suspendu à la suite du départ d'un des auteurs du CEPIL.

Référence

"La stagnation séculaire : inéluctable, évitable ou... acceptable ?", Axelle Arquié, *In L'économie mondiale 2022*, La Découverte, p.57-72, septembre 2021.

Michel Aglietta, en collaboration avec Guo Bai (China Europe International Business School)

14^E PLAN QUINQUENNAL CHINOIS, ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE CHINOISE ET IMPACT SUR LES DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX

Le 14^e plan quinquennal chinois (2021-2025) vise à amorcer un changement du régime de croissance chinois qui ne sera pas sans conséquence sur les déséquilibres mondiaux. À partir des documents issus de la séance du comité central d'octobre 2020, ce travail visait à analyser l'impact des orientations qui se sont dégagées dans deux domaines.

En premier lieu, la priorité donnée au marché intérieur devrait avoir des conséquences sur le commerce international, ce qu'exprime le principe de "double circulation" : une "circulation interne" associée à l'ancrage



du marché intérieur sur la consommation, une "circulation externe" (commerce extérieur) qui a vocation à devenir un complément. L'objectif est aussi de passer d'un processus d'accumulation intensive à une croissance axée sur l'innovation et permettant de faire face au changement climatique : les dépenses de R&D devraient être significativement augmentées pour développer des innovations combinant écologie politique et économie numérique.

En second lieu, il s'agissait d'évaluer l'impact de ce changement de régime de croissance chinois sur les déséquilibres mondiaux. L'objectif de la Chine est de restructurer la mondialisation vers un nouvel ordre géopolitique reposant sur trois volets très imbriqués. Le premier est l'intégration économique de l'Asie au sein du Partenariat économique global régional (RCEP), le plus grand accord commercial au monde. Le second est le réseau diversifié d'infrastructures reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe le long des anciennes routes de la soie. Le troisième volet est le réseau transcontinental reliant les océans Atlantique et Pacifique par la route de l'Arctique et les réseaux d'Amérique centrale et latine. Dans l'ensemble, la Chine cherche à se repositionner stratégiquement dans le cadre multilatéral mondial où elle ambitionne d'acquérir une place centrale.

Référence

"The 14th Five-year Plan in the New Era of China's Reform Asian Integration, Belt and Road Initiative and Safeguarding Multilateralism", Michel Aglietta, Guo Bai, Camille Macaire, *CEPII Policy Brief*, n° 36, mai 2021.

DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX, UNION MONÉTAIRE ET STAGNATION SÉCULAIRE

La zone euro connaît depuis plus de 20 ans des déséquilibres courants persistants, avec un surplus allemand avoisinant 8 % du PIB de façon continue, et un déficit français de 1 à 2 % du PIB en moyenne. Ces déséquilibres persistants s'accompagnent de niveaux de désindustrialisation très différents, avec une Allemagne qui a largement maintenu son niveau de production industrielle et une France qui a connu une désindustrialisation accélérée par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

De nombreux économistes ont lié l'apparition de ces divergences à la monnaie unique, à partir de deux interprétations, l'une néo-keynésienne fondée sur les divergences de compétitivité, l'autre, basée sur l'économie géographique, qui souligne le rôle des rendements croissants dans la concentration des activités industrielles.

Dans ce projet, une troisième interprétation a été développée, fondée sur la stagnation séculaire et l'excès d'épargne.

Le travail réalisé apporte la preuve empirique que les déséquilibres commerciaux persistants caractérisent plus généralement les régimes de changes fixes, et que la zone euro ne fait pas exception en la matière. Ce fut également le cas de l'Argentine, des pays d'Amérique latine

Carl Grekou, Valérie Mignon
François Geerolf

*Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Blaise
Gnimassoun (Université Paris
Nanterre)*

*Carl Grekou, Valérie Mignon
Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Cécile
Couharde (Université Paris
Nanterre)*

dans les années 1980 et de l'Asie du Sud-Est dans les années 1990. Il montre également qu'en raison de l'absence d'ajustement par le taux de change, l'arbitrage entre compétitivité et demande agrégée est plus difficile en changes fixes, ce qui appelle une coordination renforcée des politiques fiscales dans une zone monétaire unifiée.

Référence

"Le keynésianisme doit-il faire l'économie de la courbe de Philips ?", François Geerolf, *in L'économie mondiale 2022*, La Découverte, p.73-86, septembre 2021.

RÉGIME DE CHANGE, FLUX COMMERCIAUX ET DYNAMIQUE PRODUCTIVE

Ce projet porte sur l'étude du lien entre régime de change et commerce. L'objectif est d'apporter un éclairage nouveau sur la relation entre la nature du régime de change et les flux commerciaux bilatéraux entre pays. Il étudie si des pays en régime de change fixe tendent à commercer plus entre eux et si tel est le cas, si des asymétries existent au profit du pays de la monnaie ancre en raison du différentiel de productivité.

Ce travail s'inscrit en amont des travaux sur l'effet des unions monétaires sur le commerce dans la mesure où il vise à couvrir l'ensemble du spectre des régimes de change.

Si la littérature existante attribue généralement des effets positifs aux unions monétaires, l'on ne dispose que de très peu d'éléments – qui plus est uniquement par extrapolation des résultats des études sur le lien entre volatilité du taux de change et commerce – pour les autres régimes de change.

Or, le régime de change renferme bien plus d'informations importantes pour le commerce que la seule volatilité du change. Ainsi, par exemple, on associera à un régime de change fixe à la fois un ancrage nominal du change et un ancrage des prix – condition pour la pérennité du régime. Or, en l'absence de variation nominale du change et si les prix domestiques sont rigides (ici à la hausse), cela freine le mécanisme de transfert de la demande de biens étrangers au profit de biens nationaux. La persistance d'un tel régime de change peut donc à terme atrophier l'appareil productif national, rendant ainsi l'économie de plus en plus dépendante de ses partenaires.

Le travail en cours consiste en la constitution d'une base de données originale sur les régimes de change bilatéraux pour l'ensemble des pays du monde. Une fois cette base établie, il s'agira d'estimer des modèles de gravité afin d'évaluer l'impact de la volatilité des taux de change bilatéraux sur les flux commerciaux entre paires de pays.

EXTENSION DE LA BASE DE DONNÉES EQCHANGE

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement de la base EQCHANGE du CEPII. Cette dernière propose plusieurs estimations



basées sur la méthodologie BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate) qui constitue l'une des deux principales approches retenues dans la littérature économique pour déterminer la valeur d'équilibre des taux de change.

Il s'agit de compléter la base EQCHANGE en fournissant des estimations de taux de change d'équilibre et de mésalignements correspondants fondés sur la deuxième approche majeure, la méthodologie FEER (Fundamental Equilibrium Exchange Rate). Alors que l'approche BEER s'inscrit dans une perspective de long terme, le taux de change d'équilibre fondamental (FEER) constitue une référence de moyen terme.

À cette fin, la première étape relative à l'approche FEER, qui est en cours de réalisation, consiste en l'estimation des élasticités-prix du commerce extérieur. La réalisation de cette nouvelle série d'estimations permettra de disposer de valeurs d'équilibre de moyen et long terme des taux de change, offrant ainsi la possibilité de réaliser des travaux en considérant différents horizons d'analyse. Ces divers ajouts permettront d'enrichir la base EQCHANGE et d'accroître sa visibilité afin d'asseoir sa place de base de référence dans le domaine des taux de change.

ENJEUX MONÉTAIRES ET FINANCIERS

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL DANS UN MONDE MULTILATÉRAL

Ce projet visait à étudier la transformation du système monétaire international avec la remise en cause de la prépondérance du dollar comme devise clé. Il a mis en évidence des forces multiples pouvant conduire à un tel phénomène. Tout d'abord, le déclin relatif des États-Unis par rapport à la Chine dans l'économie réelle entre en contradiction avec le maintien de sa prépondérance financière. Ensuite, la guerre commerciale et technologique entre les deux puissances fragilise le rôle d'"actif sûr mondial" du dollar. Le changement de doctrine de la Chine avec l'affirmation du principe de la "double circulation", tourné vers le développement du marché intérieur, pourrait également remettre en cause le statut de la devise américaine.

Ce travail a aussi analysé en quoi et pourquoi l'essor des monnaies digitales de banque centrale pourrait transformer le système monétaire international en mettant en cause le principe de la devise clé. Les problèmes posés par la réforme du SMI dans un monde polycentrique et la perspective du remplacement du système de la devise clé par un système multilatéral fondé sur les droits de tirage spéciaux (DTS) ont aussi été étudiés. Ce projet a donné lieu à un ouvrage à paraître en avril 2022.

Référence

"La course à la suprématie monétaire mondiale. À l'épreuve de la rivalité sino-américaine", Michel Aglietta et Camille Macaire. À paraître aux éditions Odile Jacob en avril 2022.

Michel Aglietta, en collaboration avec Camille Macaire (Banque de France)



Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Cécile
Couharde (Université Paris
Nanterre)

VERS UNE MONNAIE UNIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST ? SOUTENABILITÉ DU PROJET DE ZONE MONÉTAIRE ECO

Ce travail a analysé la pertinence du projet ECO d'union monétaire de l'espace CEDEAO sous l'angle de la coordination des politiques. L'approche s'articule autour de la prise en compte des objectifs nationaux dans la perspective d'intégration régionale. Le recours à une analyse par grappes a permis d'identifier dans l'espace CEDEAO deux groupes de pays partageant des niveaux et dynamiques similaires de taux de change soutenables. Alors que cette hétérogénéité au sein de la région est présentée comme un obstacle par les études précédentes, le présent travail examinait si, malgré leurs différences, les pays pouvaient partager un régime de taux de change durable similaire.

Les résultats montrent que ni un ancrage rigide à une monnaie, ni un flottement "pur" ne serait souhaitable pour aucun des pays. Dans l'ensemble, l'analyse plaide en faveur de deux ECOs, un pour chacune des deux zones identifiées. Chaque ECO servirait d'ancrage virtuel pour les monnaies nationales —avec un certain degré de flexibilité— et serait déterminé par un panier de monnaies.

Référence

"On the Economic Desirability of the West African Monetary Union: Would One Currency Fit All?", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, *CEPII Working Paper*, n° 2021-03, février 2021.

Fabien Tripier, en collaboration
avec Aymeric Ortmans
(Sciences Po)

LES POLITIQUES MONÉTAIRES FACE À LA CRISE DE LA COVID-19 ET LEURS RISQUES INDUITS

Les instituts d'émission ont été des acteurs clés de la lutte contre la crise économique de la Covid-19. En effet, dès le mois de mars 2020, les principales banques centrales des pays avancés se sont engagées dans des politiques de baisse des taux d'intérêt et d'achats massifs d'actifs sur les marchés financiers. Ces politiques monétaires volontaristes ont été essentielles pour accompagner les politiques budgétaires de soutien à l'activité économique en permettant aux gouvernements de financer leurs dépenses par une émission de dette à très faible taux.

Le projet a analysé l'efficacité des outils utilisés par la BCE pour contenir la contagion de la Covid-19 aux marchés financiers. Il s'est notamment intéressé aux conséquences des prises de parole de Christine Lagarde des 12 mars ("nous ne sommes pas là pour resserrer les écarts de taux") et 18 mars. Nous avons mis en évidence que la sensibilité des marchés au nombre de nouveaux cas de Covid-19, particulièrement forte début mars, s'était éteinte en fait dès l'intervention du 12 mars, mettant fin à une situation explosive sur les marchés de la dette souveraine italienne, espagnole et, dans une moindre mesure, française. Nous avons ensuite analysé comment la gestion de cette crise avait conforté le leadership de la BCE au sein des institutions européennes tout en posant la question de la poursuite de sa politique monétaire accommodante.



Références

"COVID-induced Sovereign Risk in the Euro Area: When Did the ECB Stop the Spread?", Aymeric Ortman, Fabien Tripier, *European Economic Review*, vol. 137, août 2021.

"Quand la BCE a-t-elle stoppé la contagion de la Covid-19 aux marchés financiers?", Aymeric Ortman, Fabien Tripier, *La Lettre du CEPII*, n° 416, mars 2021.

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE MONÉTAIRE

Ce projet, qui visait initialement à proposer une analyse comparée des protocoles de la politique monétaire par la Fed et la BCE, a été réorienté pour étudier les réactions des banques centrales face à l'émergence des cryptomonnaies. En créant une concurrence entre monnaie publique et monnaies privées, en lieu et place de la hiérarchie entre monnaie de banque centrale et monnaies bancaires, les technologies numériques pourraient en effet déstabiliser l'ordre monétaire. La réponse émergente des autorités monétaires de différents pays pour réaffirmer la souveraineté monétaire des banques centrales a été analysée à cette aune. Les conséquences de l'essor des monnaies digitales de banque centrale sur le système monétaire international ont également été étudiées. Des monnaies digitales qui pourraient permettre un meilleur contrôle de la monnaie à l'étranger et fragiliser à terme l'hégémonie du dollar.

L'étude comparée des protocoles de la politique monétaire a été initiée en 2021 et sera menée à son terme en 2022. Il s'agit en particulier d'analyser de manière comparative comment les banques centrales incorporent les recommandations des organismes internationaux (et de la Commission européenne pour la BCE) concernant les enjeux climatiques, et ce qu'une transformation du régime de croissance implique en termes de changement de la doctrine monétaire à long terme. Les risques inflationnistes et l'ampleur des dettes privées dans certaines économies conduisent également à repenser les relations entre politiques monétaires, budgétaires et macro-prudentielles. L'analyse sera étendue aux impacts monétaires en Asie (Chine et Japon).

Référence

"Les cryptomonnaies en plein essor : les banques centrales lèvent leurs boucliers !", Michel Aglietta, Odile Lakomski-Laguerre, *In L'économie mondiale 2022*, La Découverte, p.103-118, septembre 2021.

COURBE DE PHILLIPS ET RETOUR DU DÉBAT SUR L'INFLATION

Les risques de "surchauffe", c'est-à-dire d'inflation élevée, consécutifs aux plans de relance, ont remis au centre des débats académiques la courbe de Philips qui énonce qu'il existe une relation inverse entre taux de chômage et inflation. Pourtant, cette relation macroéconomique fondamentale – au centre des modèles macroéconomiques néokeynésiens (DSGE) sur lesquels s'appuient les banques centrales – est

Carl Grekou, Valérie Mignon
Michel Aglietta

François Geerolf



aujourd'hui de plus en plus critiquée, et des études remettent même en cause son existence.

Ce projet éclaire les débats récents autour de la courbe de Phillips en proposant une interprétation nouvelle : la courbe de Phillips du taux de change. Si la courbe traditionnelle est remise en cause empiriquement, on observe en revanche une relation quasi systématique entre le taux de change réel et le chômage, que ce soit en change fixe ou en change flexible. Les implications de la courbe de Phillips du taux de change dans la conduite de la politique macroéconomique, et en particulier dans la gestion de la politique monétaire et fiscale en zone euro, ont également été discutées. Nous montrons que l'arbitrage n'est pas entre moins de chômage et moins d'inflation, mais entre moins de chômage et davantage de compétitivité. Ceci implique que les risques posés par la relance keynésienne ne sont pas du côté de l'inflation, mais d'une dégradation de la compétitivité du secteur exportateur, qui conduit à une déformation de la structure de production depuis le secteur manufacturier vers la construction et les services non échangeables et donc à une désindustrialisation accélérée.

Références

"La baisse du chômage est-elle encore un moteur de l'inflation ?", François Geerolf, *Le Blog du CEPII*, 27 mai 2021.

"On peut rechercher le plein-emploi sans risquer de déclencher une spirale inflationniste", Isabelle Bensidoun, François Geerolf, *Le Blog du CEPII*, Billet, 30 avril 2021.

"La courbe de Philips n'est pas celle que vous croyez", François Geerolf, 29 avril 2021, Club du CEPII.

Erica Perego, Fabien Tripier,
en collaboration avec Olivier
Pierrard (Université du
Luxembourg)

LES ENJEUX MACROÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA RENTABILITÉ DES BANQUES

La crise de la Covid-19 représentait un risque important pour la santé financière des entreprises, la rentabilité des banques et par conséquent pour la stabilité financière. Nous avons analysé les évolutions des indices boursiers dans la zone euro et aux États-Unis au cours de la crise. Cette analyse n'a pas révélé de divergence notable entre l'indice boursier du secteur bancaire – un indicateur de rentabilité de ce secteur – et celui du reste de l'économie, contrairement aux précédentes crises de 2008-2009 et 2012. Pour expliquer cette évolution, nous avons analysé l'impact de la crise sanitaire sur les défaillances d'entreprises et conclu que la crise économique de la Covid-19 ne s'est pas accompagnée d'une hausse des défaillances d'entreprises, notamment grâce aux prêts garantis par l'État. Des scénarios ont enfin été réalisés pour tenir compte d'éventuelles pertes à venir pour les banques en cas de défaillances de PGE : étant donné le poids des quotités non garanties de ces prêts au regard des fonds propres des banques, notre analyse suggère que ces défauts seraient surmontables dans la plupart des scénarios.



Références

"Défaillances d'entreprises : quels risques pour l'économie française ?", Erica Perego, Fabien Tripier, *The Conversation*, 12 août 2021.

"Défaillances d'entreprises : quels risques pour l'économie française ?", Sarah Nandnaba, Erica Perego, Fabien Tripier, *Le Blog du CEPII*, Billet, 30 juillet 2021.

IMPACT DE LA COMMUNICATION DE L'OPEP SUR LE COMPORTEMENT DES INVESTISSEURS SUR LE MARCHÉ DU PÉTROLE

Ce projet vise à étudier la réaction des investisseurs sur le marché pétrolier aux différents signaux provenant des communications publiques de l'OPEP, via ses sommets ordinaires et extraordinaires. À cette fin, nous avons collecté les informations issues des conférences de presse de l'OPEP et analysé de façon approfondie la structure de la communication du cartel via l'utilisation des techniques de "text mining" (topic model). Ce travail nous a permis d'identifier les sujets sur lesquels l'OPEP communique le plus : questions liées au prix du pétrole, à la production (en particulier en périodes de turbulences), à la croissance économique, au changement climatique, etc. À partir de cette analyse, nous avons construit, via l'utilisation de techniques économétriques appropriées (multinomial logit-lasso regression), des indicateurs de communication fondés sur les sujets les plus "pertinents", c'est-à-dire ayant le plus d'impact sur le marché pétrolier. Il reste maintenant à étudier la crédibilité des signaux envoyés par l'OPEP en analysant la façon dont les investisseurs les perçoivent afin d'établir le lien entre leur comportement spéculatif sur les marchés et la communication de l'OPEP. Pour cela, nous utiliserons les données de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) américaine relatives aux positions des traders sur les contrats à terme sur le pétrole et nous aurons recours aux techniques issues du courant de la théorie des jeux de signalisation.

Projet sur deux ans engagé en 2021.

Valérie Mignon, en collaboration avec Celso Brunetti (Board of Governors of the Federal Reserve System), Marc Joëts (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

CHANGEMENTS STRUCTURELS LIÉS À LA CRISE

PANDÉMIES ET CHANGEMENTS STRUCTURELS

Au-delà de ses aspects sanitaires, la pandémie actuelle a bouleversé la situation économique et sociale des pays touchés. Elle a notamment contribué à en modifier les structures de production, les modes de vie et les relations économiques internationales. Ses effets seront-ils temporaires ou s'inscriront-ils dans la durée ? Bien que les épisodes pandémiques passés aient tous leur part de singularité, nous tentons d'éclairer cette question en approfondissant l'analyse des conséquences économiques d'une pandémie mondiale exceptionnelle, celle de la Peste noire dans les années 1350, pour laquelle nous bénéficions

Anthony Edo, Jacques Melitz



Cecilia Bellora, Lionel Fontagné,
Jérôme Héricourt, Erica Perego,
Gianluca Santoni

d'une riche base de données sur plusieurs décennies. Nos résultats indiquent que la chute brutale de la population anglaise induite par la Peste noire a conduit à une hausse significative de la richesse par habitant sur plus de cent ans. Elle s'est traduite par de fortes pressions inflationnistes et par des modifications des habitudes de consommation des survivants qui ont privilégié l'achat de biens de qualité. Ces résultats laissent à penser que des épisodes pandémiques, même beaucoup moins brutaux, pourraient produire des effets persistants.

Référence

"Wealth and Shifting Demand Pressures on the Price Level in England After the Black Death", Anthony Edo, Jacques Melitz, *Clometrica*, 2022.

IMPACTS DE LONG TERME D'UNE CRISE SANITAIRE PROLONGÉE

Ce projet visait à mieux comprendre les conséquences économiques de long terme de la crise sanitaire. L'approche choisie s'appuie sur le constat que l'impact de la crise a été concentré sur les secteurs qui sont le plus tributaires de la mobilité des personnes (transport, tourisme) ou de la convivialité (restauration, hébergement, culture et divertissement). Si les entraves à l'une et/ou l'autre de ces dimensions perdurent, ces secteurs continueront à en subir les conséquences, et les mesures de soutien ne pourront pas durablement éviter des ajustements significatifs. Les impacts pourraient être importants en termes d'emploi, de production et d'échanges internationaux, et ils sont susceptibles d'être fortement différenciés entre pays, dans la mesure où ces secteurs sont eux-mêmes d'importance très inégale selon le pays, le tourisme étant sans doute l'exemple le plus marquant.

Les travaux réalisés ont nourri des publications rédigées dans le cadre d'autres projets. Des projections sectorielles des soldes extérieurs ont été réalisées en tenant compte de potentiels effets persistants sur certains secteurs d'activités (voir MFI-3.1.3). Des travaux plus sectoriels ont également été effectués, que ce soit sur l'industrie pharmaceutique ou le trafic aérien. Enfin, la mise à jour du modèle MaGE cette année (cf. PC-3.2) a permis de construire, à partir des tendances qui prévalaient avant la crise sanitaire, une trajectoire dynamique de long terme qui pourra servir dans le futur comme base contrefactuelle pour analyser les effets structurels de la crise sanitaire.

Carl Grekou, Thomas Grjebine

IMPACT SECTORIEL DE LA CRISE DE LA COVID-19 ET SUIVI DES DÉSÉQUILIBRES

La crise de la Covid-19 affecte de façon très différenciée les secteurs d'activité et les soldes extérieurs. Le commerce extérieur français a ainsi particulièrement souffert de la chute des exportations aéronautiques —principal moteur des exportations françaises ces dernières années, et de l'effondrement du tourisme international. En raison de la nature et de l'ampleur du choc, mais aussi de l'incertitude persistante,



ces secteurs d'activité pourraient être affectés durablement avec des conséquences à moyen-long terme sur le commerce extérieur.

Les projections de moyen terme des soldes extérieurs réalisées dans le cadre de ce projet tiennent compte à la fois des spécialisations sectorielles des pays, de leurs interdépendances et des spécificités du choc lié à la pandémie. Des scénarios ont ainsi été élaborés, portant sur l'évolution de la demande mondiale pour les principaux secteurs exportateurs d'un groupe de pays (Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Chine), et sur les contraintes qui pourraient continuer de peser sur certains secteurs d'activité.

Ce travail permet notamment de mettre en évidence le risque d'une divergence persistante entre la France et l'Allemagne, que ce soit au niveau de la balance des biens et services, au niveau de la balance des biens manufacturiers ou pour le secteur clé de l'automobile. Une Lettre du CEPII synthétise ces principaux résultats (à paraître en avril 2022).

LES EFFETS D'HYSTÉRÈSE DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

Alors que la France connaît un phénomène de désindustrialisation accéléré depuis la fin des années 1990, l'industrie se trouve aujourd'hui au seuil d'une nouvelle phase de transformation profonde rendue nécessaire par la transition écologique. Celle-ci induira d'importantes réallocations sectorielles au sein de l'industrie et entre industrie et services, des ajustements qui auront des effets significatifs sur l'emploi.

L'objectif de ce projet est de mieux comprendre comment le marché du travail français réagit face à des changements de grande ampleur. À cette fin, ce projet cherche à quantifier les effets des licenciements massifs dans l'industrie française entre 1995 et 2019 sur les zones d'emploi concernées et sur les trajectoires individuelles plusieurs années après le licenciement étudié.

Le travail de préparation de la base de données individuelles (DADS-Panel), qui permet de suivre des travailleurs dans le temps, a été conduit en 2021. Différents indicateurs de licenciement massif ont été calculés. L'objectif de cette étape était de distinguer entre un licenciement massif réel et un simple changement d'identifiant d'entreprise (SIREN) ou une absorption par une autre entreprise. Ensuite, un groupe de zones d'emploi "contrôle" —c'est-à-dire n'ayant pas subi de licenciement massif mais avec des caractéristiques proches d'une zone d'emploi ayant connu un tel choc (en termes de pyramide des âges, de structures industrielles, de revenus)— a été construit. L'objectif est désormais de quantifier l'effet d'un licenciement massif sur l'emploi total de la zone en comparant les deux groupes de zones d'emploi, et de mesurer les effets d'hystérèse, c'est-à-dire les effets perceptibles sur plusieurs années, d'un tel choc.

Ce projet a été initié en 2021 et est inscrit au programme de travail sur 2 ans.

*Axelle Arquié, Julia Bertin,
Thomas Grjebine*

Axelle Arquié, Julia Bertin

Référence

"Sortir du cercle vicieux du décrochage industriel", Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Billet, 10 mars 2021.

CONCENTRATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET VULNÉRABILITÉ DES BASSINS D'EMPLOI AUX IMPORTATIONS

Ce projet vise à caractériser et analyser la concentration du marché du travail, particulièrement forte en France dans l'industrie, où de nombreux bassins d'emploi reposent sur un nombre restreint d'employeurs dominant le marché du travail local.

Les effets de cette concentration sur les salaires et les inégalités ont été quantifiés économétriquement. Le premier résultat est que davantage de concentration du marché du travail mène à une compression des salaires et à une augmentation des inégalités, via le renforcement du pouvoir de négociation des employeurs, qui affecte davantage le salaire des travailleurs les plus pauvres. Un second résultat porte sur les déterminants de la concentration du marché du travail. L'étude économétrique montre qu'une augmentation de l'exposition aux importations chinoises est associée à une plus forte concentration.

Ce projet a donné lieu à la rédaction d'une Lettre du CEPII, achevée en 2021, et d'un document de travail, en voie d'achèvement.

Références

"La concentration des emplois, une source négligée de disparités territoriales et d'inégalités salariales", Axelle Arquié, Julia Bertin, *La Lettre du CEPII*, N°419, juillet 2021.

Michel Aglietta, en collaboration
avec Renaud du Tertre
(Université Paris Diderot)

GOUVERNANCE DES GRANDES ENTREPRISES, CONCENTRATION DU CAPITAL ET RENTE D'OLIGOPOLE

Ce projet, programmé sur 2 ans et engagé en 2021, vise à étudier l'importance de la gouvernance dans les performances relatives des entreprises, en comparant en particulier les tissus productifs allemands et français. La gouvernance est considérée non seulement dans les caractéristiques internes des entreprises (gouvernance partenariale vs actionnariale) mais aussi dans les liens inter-entreprises et dans les rapports de ces dernières avec les structures locales (liens avec les autorités locales, les universités, etc.). Un travail de collecte de données a été mené pour caractériser les oppositions entre le modèle anglo-saxon de la valeur actionnariale et le modèle germanique de co-détermination. L'analyse a porté ensuite sur les conséquences de ces modèles sur les performances des entreprises et sur leurs structures financières. L'objectif est, en 2022, d'analyser comment cette gouvernance peut affecter les capacités d'adaptation des entreprises face aux défis posés par la réindustrialisation et la transition écologique. L'importance des ressources immatérielles incorporées dans les dispositifs organisationnels sera étudiée à cette aune. Enfin, il faudra tenir compte



des enjeux européens relatifs à la gouvernance d'entreprise avec notamment la déclinaison de la "taxonomie" aux normes de "reporting" extra-financières des entreprises – des nouvelles normes qui pourraient conditionner les capacités des firmes à prendre le relais des politiques industrielles. Ce projet va donner lieu en 2022 à un chapitre de l'économie mondiale et à un document de travail.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

QUANTIFIER L'ACCÉLÉRATEUR FINANCIER ENTRE LES PAYS

Ce projet explore les implications conjointes de la présence de contraintes financières et d'entreprises hétérogènes dans la détermination de l'impact des chocs financiers sur l'investissement, à la fois au niveau microéconomique et agrégé. Il analyse, à cet effet, les réactions hétérogènes de l'investissement aux variations des prix immobiliers sur une base de données comprenant la majeure partie des entreprises françaises entre 1994 et 2015. L'approche empirique repose à la fois sur l'utilisation d'une variable instrumentale permettant l'identification causale de l'impact des variations de prix immobiliers, et sur l'inclusion de nombreuses variables de contrôle prenant en compte les dynamiques au niveau des entreprises, des secteurs et des localités géographiques. Nous montrons alors que l'investissement des entreprises les plus grandes ou les plus productives réagit 2 à 3 fois moins à un relâchement des contraintes financières. Dans une seconde étape, nous combinons ces résultats estimés sur données d'entreprises françaises à des données d'entreprises issues de plusieurs pays de l'Union Européenne, fournies par la base CompNet. Ceci nous permet de produire une distribution des élasticités de l'investissement aux chocs de prix immobiliers en fonction de la taille des entreprises pour chacun des pays en question. Cet exercice offre ainsi une exploration microfondée de l'hétérogénéité de l'accélérateur financier entre les différents pays, directement déterminée par les différences de distribution des entreprises en termes de taille et de performance. Les implications pour la politique économique sont importantes, notamment pour les membres de la zone euro.

L'article a fait l'objet de plusieurs présentations en séminaires (dont une au CEPII) en 2021. Actuellement, le travail de rédaction est mené conjointement à la finalisation des estimations économétriques.

COMMENT (DI)GÉRER DES DETTES PUBLIQUES ÉLEVÉES ?

Les dépenses publiques massives engendrées par la crise de la Covid-19 ont ravivé les débats autour de la soutenabilité des dettes publiques. Si l'on observe une baisse tendancielle des taux d'intérêt dans les pays avancés depuis les années 1980, la faiblesse actuelle des taux ne garantit pas qu'un mouvement de défiance envers certains titres souverains

*Julia Bertin, Jérôme Héricourt,
en collaboration avec Jean
Imbs (New York University
Abu Dhabi), Lise Patureau
(Université Paris Dauphine)*

Thomas Grjebine



ne conduise pas à leur augmentation soudaine. Les banques centrales apparaissent aujourd'hui comme des acteurs centraux pour maintenir ces taux bas et pour garantir la soutenabilité des dettes publiques et la poursuite du financement des déficits budgétaires.

L'objectif de ce projet était d'analyser les enjeux actuels autour de la soutenabilité des dettes publiques à la lumière d'épisodes historiques de gestion de niveaux très élevés de dettes. Une attention particulière a été dévolue aux politiques de contrôle des taux longs, menées notamment dans l'après-guerre par la Fed ou la Banque d'Angleterre pour abaisser le coût de financement des dépenses publiques, et à l'étude des risques qui y sont associés. Ces politiques ont été arrêtées dans les années 1950-1960 en raison de l'inflation –ce qui fait écho aux débats actuels sur les conséquences d'un retour de l'inflation sur les marges de manœuvre des banques centrales. Au-delà des pratiques des autorités monétaires, ce projet a analysé comment historiquement les pays avancés, et notamment la France, les États-Unis ou le Royaume-Uni, ont pu digérer des niveaux élevés de dette publique –ces pays ont connu au XIXe ou au XXe siècle des dettes plus élevées qu'actuellement (proportionnellement aux revenus nationaux) –en apportant un éclairage sur les conséquences économiques des différentes options choisies.

Références

"Comment (di)gérer des dettes publiques élevées ?", Thomas Grjebine, In *L'économie mondiale 2022*, La Découverte, p.41-56, septembre 2021.

"Dettes publiques : quel est le risque d'une nouvelle crise ?", Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Billet, 26 février 2021.

"Faut-il s'inquiéter de l'augmentation de la dette publique française ?", Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Audio, 4 mars 2021.



Programme scientifique

Migrations internationales

MIGRATIONS ET CRISE SANITAIRE

LA DÉPENDANCE À L'IMMIGRATION DES MÉTIERS ET SECTEURS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : UNE ÉTUDE SUR LONGUE PÉRIODE

Anthony Edo et Lionel Ragot

Pour maintenir les services indispensables à la continuité de la vie économique lors du confinement du printemps 2020, certains travailleurs ont été autorisés à poursuivre leur activité sur leur lieu de travail. Ces travailleurs, qualifiés d'essentiels, ont été assimilés à des héros et comparés à des combattants envoyés en première ligne. En France, un dixième de ces travailleurs sont immigrés. Une part similaire à celle qu'ils occupent dans l'emploi total. Toutefois, certains métiers essentiels sont très dépendants de la main-d'œuvre immigrée : c'est le cas des agents de propreté et des aides à domicile, mais aussi des médecins hospitaliers. Les travailleurs immigrés ont aussi joué un rôle capital en Île-de-France où ils représentent près d'un tiers des travailleurs essentiels et jusqu'à plus de 60 % des agents de propreté et aides à domicile. Ainsi, si au niveau national, les immigrés ont contribué à la continuité de l'activité économique essentielle au prorata de la part qu'ils représentent dans l'emploi, dans certains métiers ou régions leur rôle s'est révélé décisif.

Référence

"Les travailleurs immigrés, des travailleurs essentiels ?", Anthony Edo, Sonia Louhab, Lionel Ragot, *La Lettre du CEPII*, n° 424, février 2022.

Ariel Resheff, Camilo Umana-Dajud

L'EFFET CAUSAL DE L'INTERCONNEXION DES VOYAGES AÉRIENS SUR LES FLUX COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

La forte réduction des liaisons aériennes pendant la pandémie de Covid-19 a mis en relief le rôle de ce mode de transport dans les échanges internationaux.

Ce travail comporte un volet descriptif qui en souligne l'importance pour certains pays européens (comme l'Irlande ou le Royaume-Uni), pour certains produits dont la valeur relativement à leur poids est forte (les pierres précieuses, les composants électroniques ou les produits pharmaceutiques) ou pour certains biens intermédiaires.

Le second volet, analytique montre que le transport aérien est un facteur d'intégration commerciale : plus les pays ont des liaisons aériennes entre eux, plus ils échangent, y compris des produits qui ne sont pas transportés par avion, car les voyages d'affaires soutiennent le commerce.

Des futures réductions du transport aérien pourraient ainsi avoir d'importantes conséquences sur l'intégration commerciale internationale tout comme sur l'organisation des chaînes des valeurs.

Référence

"Moins d'avions, c'est moins de commerce", Diego Botero Garcia, Ariell Resheff, Camilo Umana Dajud, *La Lettre du CEPII*, n° 422, décembre 2021.

Anthony Edo, en collaboration avec Cem Özgüzel (OCDE) et Ehsan Vallizadeh (Institut fédéral de recherche sur l'emploi, Allemagne)

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES POUR LES IMMIGRÉS DES MESURES RESTRICTIVES À L'EMBAUCHE LES CONCERNANT

Ce projet exploite la mise en place de deux politiques successives de dérégulation du marché du travail allemand, en 2005 et 2012, rendant éligibles respectivement les immigrés d'origine européenne et non européenne à des professions qui leur étaient interdites auparavant. L'exploitation de données allemandes détaillées sur l'ensemble des travailleurs de ce pays indique que les opportunités d'emploi des natifs exerçant dans ces métiers auparavant fermés à la main-d'œuvre étrangère se sont dégradées après ces réformes. Bien que préliminaires, ces résultats semblent robustes.

Une première version des résultats fait l'objet de présentations en séminaire. Cependant, le travail n'a pas encore abouti à une version solide pour un document de travail. Des difficultés d'accès aux données allemandes ralentissent sa progression.

MIGRATIONS ET (DÉ)MONDIALISATION

Gianluca Santoni, en collaboration avec Anna Maria Mays (Georgetown University), Gianluca Orefice (PSL – Paris Dauphine)

L'IMMIGRATION ET L'INNOVATION DES ENTREPRISES

La littérature économique récente documente la contribution importante de l'immigration qualifiée à l'innovation et aux dépôts de brevet.



Cependant, ces travaux concernent, pour la plupart, sur les États-Unis et utilisent des données agrégées. Ce travail se concentre sur la France pendant la période qui va de 1995 à 2010 et utilise des données fines, au niveau de chaque département et de chaque entreprise. Il conclut que les migrants qualifiés augmentent le nombre de brevets à la fois au niveau du département et de l'entreprise. Il met en évidence le fait que les grandes entreprises à forte productivité et à forte intensité de capital sont celles qui bénéficient le plus de l'activité d'innovation des travailleurs migrants qualifiés. Il met également en évidence le fait qu'un canal par lequel cet effet opère est la spécialisation des tâches. L'arrivée d'immigrants qualifiés pousse les travailleurs qualifiés français vers les tâches à forte intensité linguistique et les tâches de gestion, tandis que les travailleurs qualifiés étrangers se spécialisent dans les tâches techniques, la recherche.

Référence

"Skilled Immigration, Task Allocation and the Innovation of Firms", Anna Maria Mayda, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni, *CEPII Working Paper* (à paraître).

DIVERSITÉ CULTURELLE ET COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

Ce travail a une double dimension.

D'une part, il estime, dans un cadre empirique unifié, l'apport de l'immigration à la compétitivité internationale, en distinguant les trois canaux principaux identifiés dans la littérature à ce jour : la diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir. Il permet d'évaluer l'importance relative de chacun de ces canaux.

D'autre part, il met en exergue les effets positifs de l'immigration qualifiée sur la productivité des secteurs caractérisés par des processus de production plus complexes et une coopération plus intense en matière de travail d'équipe.

Ceci est cohérent avec les théories liant la distribution des compétences à l'avantage comparatif des nations.

Référence

"How Do Immigrants Promote Exports?", Gianluca Orefice, Hillel Rapoport, Gianluca Santoni, *CEPII Working Paper*, N°2021-06, juin.

LES EFFETS DE L'IMMIGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN FRANCE, UNE ANALYSE DE LONGUE PÉRIODE

Ce travail traite des effets de l'immigration sur le marché du travail français entre 1982 et 2016. Il montre que l'immigration a réduit le salaire moyen des hommes mais qu'elle n'a eu aucune conséquence sur leur taux d'emploi. En revanche, l'immigration a réduit les taux d'emploi et de participation des femmes au marché du travail, sans conséquence sur leur salaire moyen. Cependant, si l'on corrige l'effet observé chez

Hillel Rapoport et Gianluca Santoni, en collaboration avec Gianluca Orefice (PSL – Paris Dauphine)

Anthony Edo



les femmes des effets de composition (la baisse de la participation des femmes au marché du travail réduit la concurrence entre travailleurs, ce qui limite les effets négatifs de l'immigration sur les salaires, la contraction de l'emploi des femmes entraîne un changement de composition de la main-d'œuvre féminine puisque les femmes évincées de l'emploi en sont les moins bien rémunérées), l'effet de l'immigration sur les salaires des femmes est proche de celui qu'elle a sur les salaires des hommes.

Référence

"Gender, Selection into Employment, and the Wage Impact of Immigration", George J. Borjas, Anthony Edo, *CEPII Working Paper*, n° 2021-05, avril.

FLUX ET POLITIQUES MIGRATOIRES

Camilo Umana Dajud,
Thierry Mayer, Hillel Rapoport

COMMERCE ET MIGRATIONS : L'IMPACT DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MOBILITÉ DES PERSONNES DANS LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Au cours de la dernière décennie, 116 accords commerciaux ont été signés. Pendant cette même période, le nombre des différents sujets traités dans ces accords a doublé et la longueur moyenne de leur texte a été multipliée par cinq. Pour étudier ce corpus volumineux, un algorithme qui combine des techniques d'apprentissage automatique et d'analyse de texte a été développé. L'algorithme identifie si un sujet est couvert et détermine ensuite s'il est inclus dans les mécanismes de règlement des différends. Cet outil permet de montrer, de manière systématisée, le rôle croissant des accords commerciaux dans la régulation de la circulation des femmes et des hommes d'affaires à travers le monde.

Les résultats montrent que les dispositions facilitant les déplacements professionnels augmentent les voyages d'affaires sans avoir d'impact sur les flux migratoires permanents. L'assouplissement des voyages d'affaires augmente à son tour de façon très importante les flux commerciaux bilatéraux et la probabilité d'exporter un produit.

L'algorithme qui a été construit pour étudier les dispositions relatives à la mobilité des hommes et des femmes d'affaires dans les accords de libre-échange peut potentiellement être utilisé pour étudier d'autres sujets ainsi que d'autres textes juridiques.

Référence

"Free Trade Agreements and the Movement of Business People", Thierry Mayer, Hillel Rapoport, Camilo Umana Dajud, *CEPII Working Paper*, n° 2021-10, décembre.

Lionel Ragot, en collaboration
avec Michel Beine (Université
du Luxembourg)

L'IMPACT DU PROGRAMME **CAMPUS FRANCE** SUR LA DIVERSITÉ DES ORIGINES DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS

Ce projet s'inscrit dans un programme de recherche sur les migrations étudiantes en France et l'impact du programme Campus France mis



en place par les autorités françaises à partir de 2007. Ce programme comprend trois volets : "flux", "diversité", "capacité".

Le premier projet "flux", en voie d'achèvement, montre que le programme Campus France a entraîné une augmentation globale des flux d'étudiants étrangers concentrée sur les universités qui ne font pas partie des 150 premières du Classement de Shanghai.

Ce second projet « diversité » analyse l'évolution de la diversité des origines des étudiants étrangers en France au niveau de l'ensemble du système universitaire français et université par université ainsi qu'à identifier le rôle spécifique joué par le programme Campus France dans cette évolution.

Des indicateurs de diversité, issus des analyses de la biodiversité et peu utilisés en économie, sont calculés pour chaque année entre 1999 et 2020 (sur la population totale des étudiants étrangers et par niveau d'études). Ils permettront de différencier la mesure de la diversité au niveau de l'ensemble du système d'enseignement supérieur français (gamma diversité), au sein de chaque établissement (alpha diversité) et entre les établissements (bêta diversité).

ÉCONOMIE POLITIQUE DES MIGRATIONS

"DITES-MOI CE QUE VOUS MANGEZ, JE VOUS DIRAI QUI VOUS ÊTES" : L'INTÉGRATION CULTURELLE DES IMMIGRANTS RÉVÉLÉE PAR LEUR PANIER DE CONSOMMATION

Ce travail analyse, sur une longue période, la consommation alimentaire des immigrants à partir de données sur les achats au détail afin de comprendre si et comment elle converge vers celle des natifs. Il définit un score d'adoption des habitudes de consommation des natifs par un individu comme la probabilité d'être reconnu comme un natif par un classificateur d'apprentissage automatique, adoptant ainsi une approche entièrement basée sur les données. Il a permis l'identification de cinq groupes principaux d'immigrants en fonction de leurs tendances d'adoption de la consommation des autochtones.

Références

"Measuring Immigrants Adoption of Natives Shopping Consumption with Machine Learning", R. Guidotti R. N. Fosca, F. Giannotti, D. Pedreschi, S. Bertoli, B. Speciale, H. Rapoport, In "Machine Learning and Knowledge Discovery in Databases", Y. Dong, G. Ifrim, D. Mladenić, C. Saunders, S. Van Hoecke (eds), 2020. Lecture Notes in Computer Science, vol 12461. Springer.

EXPLIQUER LES BIAIS DE PERCEPTION SUR LES IMMIGRÉS AVEC LES OUTILS DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Ce travail traite de l'impact de l'immigration sur les attitudes des citoyens européens à l'égard des immigrants et de l'immigration en se fondant sur

Hillel Rapoport, en collaboration avec Simone Bertoli (CERDI), Riccardo Guiliotti (Pisa et SoBig Data Lab), Dino Pedreschi (Université de Pise et SoBigData Lab), Fosca Gianotti (Université de Pise et SoBigData Lab) et Biagio Speciale (PSE)

*Isabelle Bensidoun,
Anthony Edo*



une enquête très détaillée de 2017. Il met en lumière le fait que les pays où la proportion d'immigrés est la plus forte sont aussi ceux dont les attitudes vis-à-vis des immigrés sont les plus négatives. Il montre que les opinions négatives sur les immigrés sont liées à la perception de l'impact qu'auraient les immigrés sur la criminalité et les finances publiques. Les considérations culturelles et économiques n'ont qu'un poids marginal. Un document de travail et une lettre du CEPII sont en voie d'achèvement.



Programme scientifique

■ Politiques commerciales

PROTECTIONNISME ET TRANSFORMATION DE LA MONDIALISATION

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES COMMERCIALES ET DE LEUR IMPACT SUR LES FLUX COMMERCIAUX

Cecilia Bellora, Sébastien Jean,
Malte Thie

Ce projet, initié en 2019, consiste en un suivi détaillé et périodique des mesures commerciales exceptionnelles en place et de l'évolution mensuelle des flux commerciaux bilatéraux, en particulier des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne. Cet observatoire est un outil interne de suivi de la situation, un préalable à tout projet de recherche et un support pour les questions de soutien à la décision politique. Il permet de réaliser des analyses descriptives de la situation et constitue également une riche base de données pour des analyses économétriques plus poussées des phénomènes intéressants qui seront observés.

Résultats

Maintien et mise à jour régulière d'un observatoire des flux commerciaux et des mesures exceptionnelles de protection commerciale. Les éléments suivis en 2021 : impacts de la crise sanitaire sur le commerce international, impacts du Brexit, effets des difficultés rencontrées par les chaînes d'approvisionnement dès mi-2021 (à suivre en 2022 du fait du décalage temporel dans la publication des données de commerce).

Références

"Les chaînes d'approvisionnement internationales ont bien résisté à la crise", Cecilia Bellora, Sébastien Jean, *Le Blog du CEPII*, 3 mars 2021.

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Simon Mével (Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique - UNECA), Yu Zheng (CIREM)

L'INTÉGRATION COMMERCIALE PAN-AFRICAIN

Le CEPII a produit de nombreuses simulations pour une évaluation ex-ante des effets économiques de la première phase des négociations sur la zone de libre-échange continentale africaine, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Le travail de simulation a été réalisé en deux phases.

En premier lieu, le modèle MIRAGE-e a été mis à jour : les nouvelles données de GTAP (10.1), les élasticités du commerce estimées en 2020 (voir le projet PC-4,1 «élasticités du commerce») et les nouvelles projections provenant du modèle MaGE ont été intégrées au modèle ; les barrières non tarifaires dans les services ont été ré-estimées.

En second lieu, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) a fourni les simulations tarifaires qui ont permis, en utilisant la dernière base MAcMap-HS6 du CEPII, d'élaborer les scénarios détaillés correspondant à la phase I de l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Les résultats des travaux réalisés sur cette base concluent que la phase I de mise en œuvre de la ZLECAf est de nature à changer seulement en partie la donne pour le commerce intra-africain. Ce dernier devrait connaître une nette augmentation à l'horizon 2045, mais les partenaires commerciaux à l'extérieur du continent, au premier rang desquels la Chine, en raison de sa taille économique, devraient continuer à constituer des pôles d'attraction pour les exportateurs africains.

Ainsi, même en tenant compte de la croissance attendue des économies africaines et du processus d'intégration régionale engagé par l'Union africaine, l'attraction des grands marchés extérieurs devrait maintenir une structure des exportations africaines orientée pour près des trois-quarts vers des marchés à l'extérieur du continent.

Avec la ZLECAf, l'Afrique met en place un environnement plus propice aux affaires, mais ne pourra s'affranchir pour autant complètement des forces de gravitation des échanges : c'est d'abord une croissance économique plus vive des pays africains qui créera davantage de commerce au sein du continent.

Un contrat entre le CEPII-CIREM et l'UNECA a été signé pour poursuivre les analyses au niveau économique et environnemental. Nous poursuivons la mise en place de modifications des modèles Mirage-e et Mirage-VA, concernant les aspects environnementaux, en particulier la modélisation des énergies renouvelables.

ACCORDS PRÉFÉRENTIELS RÉGIONAUX : APPROFONDIR OU ÉLARGIR ?

Le CEPII a travaillé dans le passé sur le caractère endogène des accords régionaux en utilisant un modèle d'équilibre général gravitaire estimé à partir de l'état des chaînes de valeur en 2019. Cela a permis de modéliser les impacts économiques des accords régionaux sur les pays tiers de façon simple, en s'appuyant sur une série de situations

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, en collaboration avec Nadia Rocha (The World Bank Group), Michele Ruta (The World Bank Group)



contrefactuelles. Toutefois, ce travail ne disposait pas d'information sur la « profondeur » des accords signés.

Ce projet exploite une nouvelle base de données sur le contenu des accords commerciaux préférentiels développée par la Banque Mondiale. Les accords existants sont regroupés en fonction de leur ambition en utilisant un algorithme de classification automatique : accords commerciaux préférentiels profonds, moyens et superficiels. L'analyse en équilibre général évalue les effets économiques d'un approfondissement des accords existants relativement à la ratification de nouveaux accords. En particulier, en examinant les accords existants et potentiels dans les régions Amérique latine - Caraïbes et Asie de l'Est - Pacifique, il apparaît que dans ces régions l'approfondissement des accords existants serait plus bénéfique pour les pays concernés que la signature de nouveaux accords.

Références

"GVCs and the Endogenous Geography of RTAs", Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, *European Economic Review*, vol. 132, février 2021.

"Quantifying the impact of deep trade agreements: A general equilibrium approach", Fontagné, L., Rocha, N., Ruta, M., Santoni, G. (2021), in Fernandes, A.M., Rocha, N. and Ruta, M. (Ed), *The Economics of Deep Trade Agreements*, CEPR/World Bank eBook.

"A General Equilibrium Assessment of the Economic Impact of Deep Trade Agreements". Lionel Fontagné, Nadia Rocha, Michele Ruta, Gianluca Santoni, *World Bank Policy Research Paper* 9630, 2021.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA LIBÉRALISATION DU CIEL

La crise que traverse le transport aérien devrait se traduire par une profonde restructuration quand l'activité retrouvera un cours plus normal. Ce projet permet d'améliorer l'estimation des équivalents tarifaires des obstacles réglementaires dans le secteur de l'aviation et donc d'analyser l'effet des accords de libéralisation dans ce domaine. L'estimation se fait sur la base de preuves indirectes de commerce manquant. Elle utilise i) un modèle de gravité adapté au secteur; ii) des données originales sur le transport et iii) une représentation détaillée de l'accès préférentiel pour la fourniture de services de transport aérien.

Les principaux résultats, bien qu'ils restent préliminaires, confirment que les accords aériens ont considérablement augmenté le trafic aérien (en termes de revenus et passagers), et que cette augmentation est le fait des accords les plus libéraux. De même, les accords ont permis une baisse du tarif des billets, et ceci est d'autant plus vrai que les accords sont libéraux.

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni

Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger, en collaboration avec Jean Fouré (Paris School of Economics)

IMPACT DU STATUT D'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ ET DES ACCORDS DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DE CE STATUT

Les mesures non tarifaires (MNT) sont à l'origine de différents coûts pour les entreprises exportatrices. En plus des hausses des coûts de production qui sont liées à la mise aux normes des produits, ces mesures engendrent également des frais administratifs lors du passage en douane des marchandises. Ce projet vise à estimer le montant de ces coûts liés à l'inspection et au dédouanement des cargaisons et à en discuter l'impact sur le commerce international. Pour ce faire, nous utilisons une base de données originale de certification des Opérateurs économiques agréés (OEA) français. Délivrée par les autorités douanières de chaque pays européen, cette certification permet aux entreprises exportatrices de bénéficier de simplifications douanières, de moins de contrôles physiques et documentaires et d'un traitement prioritaire. La fusion de cette liste d'entreprises certifiées OEA avec les données individuelles provenant des liasses fiscales et des douanes françaises permet la comparaison des exportations de ces entreprises avant et après leur certification. Les résultats montrent que devenir certifié augmente la valeur exportée et que cette augmentation est plus forte si l'entreprise fait face à des mesures non tarifaires sur le marché de destination. Par ailleurs, l'effet de la certification sur les exportations est plus fort lorsque l'entreprise fait face à des mesures non tarifaires de type SPS (mesures sanitaires) que lorsqu'elle est confrontée à des mesures TBT (mesures techniques). Cela suggère que les mesures SPS engendrent plus de coûts administratifs que les mesures TBT. Enfin, les accords de reconnaissance mutuelle (accord permettant de reconnaître le statut OEA d'une entreprise) semblent permettre de réduire les coûts engendrés par les mesures SPS de type administratif et ceux liés aux contrôles avant expédition.

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

Cecilia Bellora, Christophe Gouel, Gianluca Santoni, en collaboration avec Guillemette Audren de Kerderel (AgroParisTech)

IMPACT DES IMPORTATIONS AGRICOLES CHINOISES SUR LA DÉFORESTATION AU BRÉSIL

La question de l'impact du commerce sur la déforestation au Brésil fait l'objet de vifs débats. Leur acuité a notamment été renforcée à la suite de la signature de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, qui fait craindre que l'UE devienne directement responsable d'une partie de la déforestation, et par la dégradation du contexte local : importants feux de forêt, réduction des ambitions de la politique de protection de la forêt, augmentation de la déforestation du fait des exportations de viande bovine à destination de l'UE...

Cependant, la littérature empirique peine à établir un lien de causalité entre l'augmentation des exportations agricoles brésiliennes et la diminution de la surface forestière en Amazonie.



Pour analyser l'impact de l'accroissement des exportations du Brésil sur la surface de la forêt amazonienne, ce projet étudie une expérience quasi naturelle : l'impact sur la déforestation du Brésil des exportations massives de produits agricoles (en particulier de soja) vers la Chine qui ont fortement accéléré à partir du début des années 2000.

L'approche économétrique de Autor et al. (2013) sur les conséquences pour les marchés du travail locaux de la concurrence des importations chinoises aux États-Unis est mobilisée pour l'étude de la variation des surfaces agricoles et forestières au Brésil, combinée avec des techniques d'économétrie spatiale. L'objectif est en effet de capturer à la fois les effets directs –c'est-à-dire les effets de changement d'usage des sols dans les municipalités exposées au choc de demande, qui cultivaient déjà avant le choc les cultures exportées– et les effets indirects, à savoir le fait que le front de déforestation peut être repoussé, y compris pour la production de cultures qui ne sont pas directement exportées.

FUITES DE CARBONE : QUANTIFICATION ET LIEN AVEC LA POLITIQUE COMMERCIALE

Cecilia Bellora, François Chimits, Christophe Gouel

La politique climatique européenne est unilatérale, en particulier du fait de son niveau d'ambition et parce que certains parmi les principaux pays émetteurs du monde n'ont pas d'engagement climatique. De ce fait, la littérature théorique prédit des effets de fuite. La taille de ces derniers est, elle, une question purement empirique que ce projet vise à approfondir.

Pour l'explorer, une première étape consiste à caractériser les politiques environnementales des pays avec lesquels l'Union européenne a signé des accords commerciaux. Lorsque ces politiques ne sont pas vertueuses, la libéralisation des échanges risque de produire des fuites directes importantes. Le lien entre un changement tarifaire et la différence de l'intensité des émissions entre l'UE et ses partenaires commerciaux, secteur par secteur, est ensuite analysé en mobilisant la base de données Eora pour calculer les empreintes carbone des couples pays x secteur au cours du temps. Le rôle des différentes structures tarifaires appliquées par l'UE (MFN, SPG, accords commerciaux, etc.) est finalement pris en compte.

Toutefois, les résultats économétriques obtenus sont, dans leur très vaste majorité, non significatifs, ce qui limite les opportunités de publication. Le projet reste ouvert, le temps pour les auteurs de vérifier leur approche et de décider de la suite exacte à donner au travail déjà réalisé.



OUTILS ET BASES DE DONNÉES

Houssein Guimbard

ACCÈS AU MARCHÉ

Ce projet vise à poursuivre l'effort de construction et de diffusion des bases de données tarifaires (droits de douane), en partenariat avec l'International Trade Center (ITC), basé à Genève. MACMap-HS6 est une base de données construite dans un but analytique à partir des données de protection collectées par l'ITC. Elle propose un équivalent ad valorem de la protection tarifaire appliquée par près de 190 pays importateurs à 220 pays exportateurs sur environ 5000 biens, tels que définis par la nomenclature à 6 chiffres des douanes.

En 2021, les quotas tarifaires pour l'année 2016 ont été mis à jour. La version de MACMap-HS6 détaillant les tarifs de 2019 a été construite. Il s'agit d'une bêta-version, qui sera améliorée avec les nouvelles versions de BACI et de TUV. La base MACMap-HS6 est maintenant librement disponible sur le site du CEPII, à un niveau agrégé.

Dans le cadre du projet européen BATMODEL d'amélioration des modèles de commerce international dans le secteur agro-alimentaire, la base MACMap-HS6 a été utilisée pour produire des informations sur les coûts au commerce au niveau le plus fin de la nomenclature internationale des produits. Ces informations ont été obtenues en comparant les données d'importation, qui intègrent le coût de l'assurance et du fret, et celles d'exportation, qui n'intègrent pas ces coûts. Les bases quotas tarifaires 2016 et les ratios CAF/FAB ont été rendus disponibles auprès des partenaires du contrat BATMODEL, comme initialement prévu.

Les années 2001 et 2004 n'ont pas été consolidées car les données sources ne sont pas disponibles pour 2001. Des échanges sont en cours pour essayer d'obtenir les éléments nécessaires auprès de l'International Trade Center.

La diffusion libre de la base MACMap-HS6 à son niveau le plus détaillé nécessite d'explorer dans le détail les questions de licence de diffusion et les contraintes légales qui sont imposées par les fournisseurs des données sources. Des discussions sont ainsi en cours pour envisager une diffusion plus large.

MISE À JOUR DES PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES DE LONG TERME

Pandémies, réchauffement climatique, sécurité alimentaire, vieillissement, épuisement de certaines matières premières... Nos économies sont confrontées à des problèmes globaux, convoquant le long terme et posant des questions intergénérationnelles. Pour guider les politiques économiques, il est dès lors indispensable de disposer d'un cadre de réflexion cohérent. Le modèle MaGE (pour Macroeconomics of the Global Economy), développé par le CEPII, permet de dessiner les

Lionel Fontagné, Erica Perego,
Gianluca Santoni



tendances de fond de l'économie mondiale à l'horizon 2050. En 2021, les spécifications du modèle ont été revues et mises à jour. De même, les estimations sont maintenant réalisées sur les données les plus récentes (2018, la version précédente du modèle couvrait une période s'arrêtant en 2013), et la couverture géographique a été étendue à 167 pays.

Cette nouvelle édition des projections de long terme montre que, si l'on suppose que les dynamiques de croissance et de rattrapage technologique actuelles vont se poursuivre, et compte tenu des dynamiques démographiques, l'équilibre des puissances économiques sera fortement transformé au cours de la génération à venir. Surtout, la consommation d'énergie devrait continuer de croître à un rythme soutenu jusqu'à doubler, en dépit des efforts en matière d'efficacité énergétique. Des politiques ambitieuses de décarbonation de nos économies seront alors nécessaires pour rendre soutenables les perspectives de croissance économique.

Références

"MaGE 3.1: Long-Term Macroeconomic Projections of the World Economy", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni, *CEPII Working Paper*, n° 2021-12, décembre.

"En 2050, l'économie européenne représenterait la moitié de celle de la Chine", Lionel Fontagné, *Option Finance*, 17 décembre 2021.

"En 2050, le PIB de la France sera dépassé par le Nigéria et l'Indonésie", Lionel Fontagné, *La Tribune*, 18 novembre 2021.

"Horizon 2050 : où la dynamique actuelle mène-t-elle l'économie mondiale ?", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni, *La Lettre du CEPII*, n° 421, octobre 2021.

MIRAGE : INTÉGRATION DANS UN EXERCICE DE COMPARAISON EUROPÉEN

Houssein Guimbard

Ce projet s'intègre au contrat de recherche européen en vue de l'amélioration des modèles de commerce international dans le secteur agro-alimentaire (BATModel) et s'inscrit dans le cadre d'un exercice de comparaison pan-européen entre modèles d'équilibre. Il consiste à simuler une nouvelle fois l'accord UE-Canada avec le modèle MIRAGE. Les résultats ont été présentés lors d'un séminaire et lors de la réunion annuelle des centres travaillant sur ce projet. Ce workshop servira de base pour simuler ce même accord à la fin du contrat de recherche BATMODEL.

MIRAGE : MISE À JOUR DE LA VERSION VA (VALEUR AJOUTÉE)

Cecilia Bellora

La version de MIRAGE proposant une représentation fine des chaînes de valeur internationales (différenciation du commerce de biens finals et intermédiaires) a été mise à jour et augmentée : les matrices de comptabilité sociales les plus à jour (GTAP 10.1 MRIO) ont été inté-



grées, ainsi que les élasticités du commerce au niveau fin les plus récentes, publiées par le CEPII. Le sentier dynamique de long terme a aussi été mis à jour, sur la base du travail réalisé sur MaGE, dans le cadre du projet PC 3.2. Cette nouvelle version du modèle est en production. Elle est en particulier utilisée pour analyser les impacts du mécanisme d'ajustement carbone à la frontière que l'Union européenne est en train de construire. Le projet est prolongé car il reste à publier une documentation détaillant la mise à jour du modèle.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

Houssein Guimbard et Lionel Fontagné, en collaboration avec Gianluca Orefice (Université de Paris-Dauphine – PSL)

ÉLASTICITÉS DU COMMERCE INTERNATIONAL

L'élasticité-prix à l'exportation est un paramètre crucial pour une bonne évaluation des conséquences des politiques commerciales. En conséquence, nous estimons les élasticités des exportations aux droits de douane, pour chaque pays exportateur et produit SH6. Une première version de ce travail avait été publiée sous forme de document de travail du CEPII en 2019. En 2020 et en 2021, les résultats ont été consolidés, avec de nombreuses analyses de sensibilité et des estimations à des niveaux sectoriels différents, tout en gardant la variance au niveau des produits (classification GTAP, TIVA...). La base de données est accessible sur le site du CEPII. En 2021, le travail de révision a été achevé et une version finale du document a été acceptée pour publication dans une revue académique.

Références

"Tariff-Based Product Level Trade Elasticities, Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice, *Journal of International Economics*, Volume 137, 2022.

"Product-Level Trade Elasticities", Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice, *CEPII Working Paper*, n° 2019-17, décembre.

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné

IMPACTS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX D'UN AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Le CEPII a engagé en 2020 un travail d'analyse et de suivi de l'impact économique et environnemental d'un ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. Ce travail s'est poursuivi en 2021 et un document de travail complet a été publié en mars 2022.

Les travaux de simulation se sont concentrés sur la proposition européenne de mettre en place un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière (MACF) pour réduire les fuites de carbone qui risquent de compromettre l'objectif ambitieux de neutralité climatique de l'UE d'ici 2050.

Ils montrent que ce mécanisme atteindra son objectif environnemental, mais qu'il conduira à une augmentation du prix des quotas de carbone



sur le marché européen. Des pertes de compétitivité sur les marchés d'exportation sont à prévoir, même pour les secteurs non couverts par le système d'échange de quotas carbone européen et par le MACF.

Références

"Bruxelles et Washington à nouveau en ligne sur le climat", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, *La Lettre du CEPII*, n° 415, février 2021.

"Faut-il arrêter de commercer pour sauver le climat ?", Cecilia Bellora, *Le Blog du CEPII*, 13 décembre 2021.

UTILISATION DES MESURES ANTIDUMPING ET IMPACT SUR LES DÉCISIONS D'EXPORTATION DES FIRMES CHINOISES

Sébastien Jean, Kévin Lefebvre

Moins contraints que les droits de douane, les droits anti-dumping sont un instrument de protection commerciale de plus en plus utilisé, par les pays développés mais également par les pays émergents. Les exportateurs chinois en sont la première cible, du fait de leurs pratiques commerciales et de la place dominante de la Chine dans les échanges mondiaux. L'utilisation accrue des mesures anti-dumping, l'importance de leurs impacts et la valeur croissante des flux commerciaux qui peuvent être affectés ont fait de ces mesures, et plus généralement de la protection contingente, un des sujets majeurs en matière de politiques commerciales dans les années récentes, que ce soit en termes d'utilisation effective ou d'analyse.

Le CEPII a initié la veille systématique et l'analyse de l'utilisation des mesures anti-dumping en 2016, à l'occasion du débat sur l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine. Ce travail a ensuite été poursuivi, au vu de l'importance du sujet. Il est complété par un travail de recherche qui analyse d'une part les impacts directs sur les flux commerciaux et les firmes exportatrices de ces mesures, et d'autre part les impacts indirects, sur les produits non directement concernés, qui s'avèrent être importants.

Les travaux en cours montrent que l'effet dépressif total des droits anti-dumping sur la valeur des importations chinoises dépasse d'environ 30 % leur effet direct. Cela prend notamment la forme d'une diminution des importations chinoises non directement visées par les droits anti-dumping au sein des secteurs dont au moins un produit est directement visé. Cet effet dépressif semble toutefois être partiellement compensé par une augmentation des exportations des firmes multi-produits. En effet, ce type de firme peut être touché par une mesure anti-dumping sur un produit donné mais exporter également d'autres produits, qui eux ne sont pas touchés. L'analyse en cours montre que, dans ce cas, les exportations des produits non directement affectés par les mesures augmentent, et met donc en évidence une forme de report des exportations entre produits. Le travail de recherche s'attachera également à examiner les mécanismes théoriques permettant d'expliquer ces résultats empiriques.

Programme scientifique

Analyse du commerce international

L'ORGANISATION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

RÈGLES D'ORIGINE ET LOCALISATION DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE APRÈS LA RÉFORME DE L'ALENA

L'accord récent entre les États-Unis, le Mexique et le Canada sur la réforme de l'ALENA prévoit l'augmentation du niveau de contenu local dans les règles d'origine du secteur automobile de 62,5 % à 75 % et une exigence supplémentaire selon laquelle 40 à 45 % de la valeur de chaque voiture doit provenir d'une zone à salaire élevé. Ce projet s'interroge sur la réaction de l'industrie automobile à ces nouvelles règles. Il se concentre sur la question de savoir si la production totale nationale (ou l'emploi) du secteur automobile augmentera ou diminuera avec des règles d'origine plus strictes. Il vise à vérifier l'hypothèse selon laquelle l'emploi total dans le secteur automobile (pièces détachées et assemblage montage de véhicules finis) évolue en forme de cloche en fonction de la rigueur des règles d'origine, du fait de la minimisation des coûts assujettis aux règles d'origine quand l'entreprise profite des préférences tarifaires et de la minimisation des coûts des fournisseurs mondiaux lorsqu'elle décide de payer les droits de douane.

Le projet a été séparé en deux : le versant théorique, qui est maintenant achevé, sera publié en document de travail au printemps 2022 et soumis au numéro spécial du *Journal of International Economics* en l'honneur de Jonathan Eaton. La partie empirique a nécessité l'achat de données plus précises pour identifier les modèles qui satisfont aux règles d'origine.

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (Université British Columbia), Marc Melitz (Université Harvard)



Vincent Vicard, en collaboration avec Kevin Parra-Ramirez (CAE et Banque de France), Tatiana Mosquera-Yon (Banque de France)

LES INSTRUMENTS DE L'ÉVITEMENT FISCAL DES MULTINATIONALES : UNE ANALYSE À PARTIR DES STATISTIQUES DE COMPTE COURANT

Plusieurs études récentes ont montré l'ampleur de l'évitement fiscal des entreprises multinationales au niveau mondial. L'importance respective des différents instruments d'évitement fiscal –manipulation des prix de transfert, localisation des actifs immatériels et des dettes intra-groupe– reste cependant sujet à débat. Ce projet vise à quantifier l'impact de chacun de ces instruments, en combinant dans une même étude les données individuelles de commerce de biens de la DGDDI avec celles sur le commerce de services et les dettes et revenus d'IDE de la Banque de France. La combinaison de ces différentes sources permet de donner une vision d'ensemble du phénomène d'évitement fiscal pour la France et de le quantifier dans ses différentes composantes.

Une première estimation pour la France en 2018 montre que la manipulation des prix de transfert dans les échanges de biens pourrait expliquer près d'un tiers de l'évitement fiscal en France. Elle met en lumière l'ampleur des importations intra-groupe de certains services (rémunération de la propriété intellectuelle, services d'information et de télécommunication, transport maritime) en provenance des paradis fiscaux, dont le montant reste cependant limité au niveau agrégé. L'année 2022 sera consacrée au traitement des dettes intra-groupe et à la finalisation du document de travail.

Farid Toubal, en collaboration avec Sébastien Laffitte (Université Paris-Saclay), Mathieu Parenti (Université Libre de Bruxelles), Baptiste Soullard

QUANTIFICATION DES EFFETS DES RÉFORMES FISCALES INTERNATIONALES

L'accord signé par 136 pays en octobre 2021 vise à réformer en profondeur le système international de taxation des entreprises multinationales pour garantir qu'elles paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités. Pour prévoir l'impact d'une réforme des régimes internationaux d'imposition des sociétés, il est nécessaire d'effectuer une analyse contrefactuelle prenant en compte le niveau d'imposition des sociétés et l'ensemble des facteurs influant sur la localisation des ventes, de la production et des bénéfices des entreprises multinationales.

Nous proposons une nouvelle méthodologie pour quantifier le montant des bénéfices bilatéraux transférés par les sociétés multinationales à partir d'un modèle d'équilibre général quantitatif qui prend en compte l'effet de la fiscalité internationale des entreprises. Le modèle est calibré à l'aide de données récentes sur le commerce bilatéral de biens et services, les ventes des multinationales et les bénéfices bilatéraux pour 40 pays, dont 7 paradis fiscaux. Le modèle prédit l'évolution de l'attractivité relative des pays, la variation des recettes fiscales et l'ajustement des salaires réels des travailleurs et des entrepreneurs, ainsi que l'efficacité au niveau mondial induite par la mise en œuvre d'un large éventail de réformes discutées à l'OCDE.

Ce projet est en voie d'achèvement. De nouvelles extensions ont été développées, nécessitant d'obtenir des données plus précises afin



de pouvoir calibrer le modèle. Les résultats des simulations de différentes réformes fiscales visant à freiner les pratiques d'évasion fiscale des multinationales permettent d'estimer leur impact sur les recettes fiscales et l'attractivité des pays notamment. Le document de travail est attendu pour le second semestre 2022.

CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES, TRANSMISSION DES CHOCS ET MARCHÉ DU TRAVAIL

SUIVI DES CONSÉQUENCES COMMERCIALES DU BREXIT

Depuis 2016, le CEPII a produit plusieurs analyses de l'impact potentiel du Brexit sur le commerce et le revenu réel du Royaume-Uni et des pays de l'Union européenne selon différents scénarios de négociation, pour l'économie en général et sur le secteur agro-alimentaire en particulier. Maintenant que la sortie du Royaume-Uni du marché unique est effective, nous poursuivons nos travaux d'analyse des conséquences du Brexit. À ce stade du processus, notre approche vise une analyse factuelle des conditions effectives du Brexit telles que formalisées par l'accord commercial signé en juin 2020. Ce suivi a donné lieu à des publications sous forme de post de blog sur l'évolution du commerce mensuel post-Brexit et les conséquences pour l'insertion internationale de l'UE, illustré notamment par la mise en ligne des Profils Régions du CEPII intégrant deux agrégats UE-27 et UE-28. Le suivi du processus de sortie du marché unique sera poursuivi et donnera lieu à des analyses plus détaillées avec la disponibilité croissante des données et le recul nécessaire.

Références

"La crise devrait recomposer les spécialisations économiques dans le monde", Deniz Ünal, *Le Blog du CEPII*, 16 juin 2021.

"Ralentissement du commerce post-Brexit: attention aux conclusions hâtives !", Pierre Cotterlaz, Vincent Vicard, *Le Blog du CEPII, Faits & Chiffres*, 31 mars 2021.

(INTER)DÉPENDANCE ET CONCENTRATION DE LA PRODUCTION : LE RÔLE DE LA CHINE

La crise sanitaire a mis l'accent sur les questions de résilience des chaînes de valeur mondiales et de dépendance aux importations dans certains secteurs jugés critiques. Si ces sujets ne sont pas nouveaux dans l'organisation des chaînes logistiques des grandes entreprises ou pour certains secteurs stratégiques, l'irruption de la Covid-19 a pointé les fragilités potentielles liées à une concentration de la production d'un bien sur un territoire donné. L'analyse des données de commerce par produit sur longue période montre que la concentration géographique de la production est un phénomène croissant sur les deux dernières décennies et que la Chine y joue un rôle prépondérant : sur les 520

Cecilia Bellora, Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre, Deniz Ünal, Vincent Vicard

Ariell Reshef, Gianluca Santoni, Sébastien Jean, Vincent Vicard



*Pierre Cotterlaz, Farid Toubal,
Ariel Reshef, Vincent Vicard*

produits pour lesquels un seul exportateur représente plus de la moitié des exportations mondiales en 2018, 320 sont le fait de la Chine. Cette position de la Chine apparaît atypique au regard de l'histoire du commerce international depuis 1995 et ne reflète pas uniquement ses parts de marché dans le commerce mondial.

Ayant dégagé ces faits stylisés mettant en lumière la spécificité de la Chine et son évolution au cours du temps, notre analyse se poursuivra au programme de travail 2022 autour de deux questions : pourquoi la Chine est-elle différente des autres grands exportateurs ? Quelles en sont les conséquences ?

SPÉCIALISATION FONCTIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ PAR FONCTION SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Les choix de localisation des multinationales sur le territoire français font apparaître une surreprésentation des activités de service amont et aval (R&D, conception, marketing...) par rapport aux activités de production, à l'image de pays comme les États-Unis. Cette dissociation géographique des activités par fonction au sein des chaînes de valeur mondiales pose la question de leurs potentielles interactions au sein d'un territoire. Pour la R&D par exemple, la proximité aux activités de production peut être nécessaire pour accompagner le développement des produits mais également pour en favoriser la conception de nouveaux. Ce projet propose d'aborder cette question par le prisme de la localisation des activités des entreprises sur le territoire français, au sein de leurs différents établissements, ou filiales pour les groupes.

La richesse des données françaises permet en effet d'identifier la fonction des salariés et leur répartition, tant au sein des établissements qu'entre bassins d'emploi en France, information qui n'est pas disponible à ce niveau de détail au niveau international.

Ce projet a été intégré au projet européen HORIZON-CL2-2021-TRANSFORMA-TIONS-01 obtenu par un consortium de 11 partenaires européens dont le CEPII.

*Lionel Fontagné, Gianluca
Santoni, en collaboration avec
Chiara Tomasi (Università degli
Studi di Trento)*

ALLOCATION DES FACTEURS PRODUCTIFS ET PERFORMANCE À L'EXPORT DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Ce projet a évolué par rapport à sa formulation initiale, qui visait à étudier les effets d'une mauvaise allocation des facteurs de production entre entreprises nationales sur la compétitivité à l'exportation, pour s'orienter vers l'analyse des canaux de transmission des chocs de demande mondiaux et leur transmission aux entreprises nationales et aux territoires.

Les chocs de demande internationale sont transmis au sein des réseaux de commerce et de propriété des entreprises et ont un impact direct ou indirect sur la productivité des entreprises domestiques et l'allocation des facteurs de production entre entreprises.



Ce travail quantifie les différents canaux de transmission de l'économie mondiale vers les entreprises nationales, et au sein de l'économie nationale entre les lieux, les secteurs et les entreprises manufacturiers de l'Italie, de l'Espagne et de la France sur la période 2009-2017.

Les chocs de demande internationale sont considérés/calculés comme étant plausiblement exogènes aux entreprises individuelles, sur la base d'une équation de commerce cohérente avec la théorie.

Les résultats confirment que les chocs mondiaux sont transmis par les réseaux commerciaux et que cette transmission est largement intermédiée par les réseaux de filiales des entreprises multinationales, à la fois au-delà et à l'intérieur des frontières des trois pays.

Le document de travail intitulé "Regional diffusion of foreign demand shocks through trade and ownership networks" est en voie d'achèvement et sera publié au premier semestre 2022.

LES EFFETS DE L'AUTOMATISATION VIA LES CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES

Ariel Reshef, Gianluca Santoni

Les travaux récents du CEPII ont montré l'effet de l'essor des chaînes de valeur mondiales sur la répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail.

Ce projet approfondit la question en étudiant l'impact de l'automatisation selon les secteurs, les régions et les différentes professions en Europe, et sa propagation entre pays par le biais des chaînes de valeur mondiales.

Jusqu'à présent, la littérature économique a examiné les effets directs de l'automatisation sur les industries qui mettent en œuvre de nouvelles technologies et la manière dont l'agglomération régionale (liens horizontaux) peut modifier la structure industrielle des régions et donc les effets indirects sur l'emploi. D'autres effets peuvent se produire par l'intermédiaire des intrants utilisés dans le processus de production, tant nationaux qu'internationaux, ainsi que du commerce international de biens finaux.

Ce projet vise à étudier comment l'adoption de technologies d'automatisation (qui devrait progresser dans un avenir proche) modifie les coûts de production au-delà de ses effets directs sur les industries d'adoption.

Cela contribuera à comprendre l'effet du progrès technologique et de la fragmentation de la production sur la répartition géographique de l'activité économique et la demande de tâches spécialisées.

Ce projet bénéficie d'un financement européen Horizon 2020. Une première version de l'étude est prévue pour l'été 2022.



COMPÉTITIVITÉ, RELOCALISATION ET SPÉCIALISATION

*Pierre Cotterlaz, Sébastien
Jean, Vincent Vicard*

LE RÔLE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LES EXPORTATIONS FRANÇAISES

Les travaux du CEPII sur la compétitivité de l'économie française publiés en 2019 mettaient l'accent sur la forte présence à l'étranger des entreprises multinationales françaises par rapport aux autres grands pays européens, et sur leur bonne performance mondiale contrastant avec l'atonie du tissu industriel sur le territoire français. Ce projet approfondit ces travaux antérieurs en analysant directement le rôle des multinationales françaises et étrangères dans la dynamique des exportations, des importations et du solde commercial français sur les deux dernières décennies.

Associer les données détaillées de flux de commerce des douanes aux données de la base LIFI, qui indique la structure de détention des entreprises, permet de dresser un panorama original du rôle des entreprises multinationales françaises et étrangères dans le commerce français et de sa dynamique, dimensions sur lesquelles peu de données précises sont disponibles. Si les multinationales françaises exportent toujours davantage qu'elles n'importent, la dégradation de leur solde commercial dans les années 2000 explique en bonne partie la baisse du solde français à cette période. On observe, par ailleurs, qu'entre 2000 et 2018 les exportations de la France sont moins dynamiques pour les produits sur lesquels les multinationales françaises sont très présentes en début de période. Dans le même temps, la croissance des importations est plus élevée pour les produits à forte présence initiale des multinationales françaises, confirmant le rôle spécifique des multinationales françaises dans la dégradation du solde commercial.

*Pierre Cotterlaz, Deniz Ünal, en
collaboration avec Guillaume
Gaulier (Banque de France),
Aude Sztulman (Université
Paris-Dauphine)*

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Dans les échanges de produits pharmaceutiques traditionnellement dominés par les pays avancés, l'Asie émergente a réalisé une percée en amont de l'industrie pharmaceutique au cours des années 2000. Les exportations mondiales de ces produits de base sont de plus en plus concentrées dans quelques pays, ce qui fragilise les approvisionnements. En parallèle, l'Europe conserve une position dominante dans l'aval de la filière, regroupant des produits à plus forte valeur ajoutée, et dont les prix ont davantage augmenté. Ce positionnement lui permet de maintenir des parts de marché élevées dans les exportations de produits pharmaceutiques.

La France, elle, s'écarte de la performance globale de l'Europe, et de l'Allemagne en particulier, par des pertes de marché à l'exportation en aval de l'industrie pharmaceutique. Elle est nettement distancée dans



les médicaments biologiques. La situation française n'est pas très bonne dans d'autres industries de santé non plus.

La crise sanitaire a révélé sa moindre autonomie dans le petit matériel de santé comparée à l'Allemagne. Une meilleure gestion des stocks et la diversification des fournisseurs peuvent cependant sécuriser ses approvisionnements dans cette branche à faible valeur ajoutée.

Les enjeux sont très différents dans une autre branche où la France n'arrive pas à percer alors que l'Allemagne l'un des leaders mondiaux : celle des équipements de technologie médicale, fortement intensifs en R&D, et dont la fabrication nécessite une main-d'œuvre qualifiée.

Ce travail est en cours de finalisation et donnera lieu, après la publication d'une *Lettre du CEPII* en janvier, à la publication d'un Panorama au premier semestre 2022.

Références

"Industrie pharmaceutique européenne : quand rentabilité rime avec vulnérabilité", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal, *La Lettre du CEPII*, n° 423, janvier 2022.

"La filière de santé dans le commerce international", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal, *In Covid-19 | Regards croisés sur la crise*, Bouchard B. & Chafaï D. (éd.), p.16-20, mars 2021.

EMPLOI ET DÉPENSES DANS LES SERVICES DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE : UNE ANALYSE COMPARATIVE AU SEIN DE L'OCDE

Laurence Nayman, Deniz Ünal

La pandémie SARS-CoV-2 a mis en évidence l'importance des services de santé humaine et d'action sociale dans le domaine économique. Les effectifs et la taille des infrastructures qui peuvent être mobilisés en cas de propagation rapide du virus sont devenus désormais des éléments clés pour assurer le fonctionnement de l'ensemble des activités économiques. En dépit de la similarité de leur niveau de développement, les pays avancés ont des structures et des évolutions de dépenses et d'emploi contrastées dans ces services.

Cette étude propose d'abord de situer le poids du secteur dans les économies de l'OCDE et de replacer son évolution dans celle des structures d'emploi des différents pays depuis le début des années 2000, puis de réaliser une cartographie détaillée de l'emploi dans le secteur de la santé en comparaison internationale. Les contrastes entre les spécialisations nationales par branche seront ainsi mis en relief.

En 2021 les bases de données nécessaires à l'étude ont été constituées.

LES QUATRE LIBERTÉS DE MOUVEMENT : QUEL BILAN APRÈS 60 ANS D'UNIFICATION EUROPÉENNE ?

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia)

L'un des principes les plus importants du traité de Rome de 1958 est l'engagement en faveur des quatre libertés de mouvements : personnes, biens, capitaux et services. Ce projet vise à étudier si plus de 60 ans



après le Traité de Rome, l'Europe s'approche des niveaux d'intégration constatés entre les États-Unis d'Amérique.

Les quatre grandes libertés de mouvement dans le cadre du modèle gravitaire sont étudiées. L'approche traditionnelle est renouvelée grâce à la prise en compte des flux internes aux États membres.

L'évaluation quantitative montre que l'ambition de libre circulation a été largement réalisée pour les biens et les capitaux, permettant d'atteindre une mobilité comparable à celle observée au sein des États-Unis. Pour les personnes, en revanche, c'est loin d'être le cas : les frontières entre États freinent deux fois plus les flux migratoires qu'au sein des États-Unis.

Références

"La libre circulation en Europe : réelle pour les biens et les capitaux, partielle pour les personnes", *La Lettre du CEPII*, n° 420, septembre 2021.

"The United States of Europe: A gravity model evaluation of the four freedoms", Head, K. and T. Mayer, *Journal of Economic Perspectives* 35(2): 23-48. 2021.

BASES DE DONNÉES, PROFILS ET OUTILS

Laurence Nayman, Alix de Saint
Vaulry, Deniz Ünal

CHELEM

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale, mises à disposition sur DBnomics et par Moody's.

La base CHELEM - Commerce international a été actualisée en s'appuyant sur les données de l'ONU et d'autres organismes internationaux, pour couvrir les données de flux bilatéraux de commerce de 1967 à 2019. Une comparaison de CHELEM (méthode actuelle et 2 méthodes alternatives) avec BACI, une base plus détaillée produite par le CEPII, a été effectuée sur les années communes, afin d'étudier la faisabilité d'une mise à jour de CHELEM plus automatisée, minimisant le recours à des sources extérieures à l'ONU. Ce travail aboutira en 2022.

La base CHELEM - Balances des Paiements a été réactualisée de 1967 à 2019 en s'appuyant sur les données du FMI ainsi que sur les statistiques nationales pour quelques pays. La base CHELEM - PIB (population, taux de change, PIB en valeur, en volume base 2017 et en volume aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2017) a été réactualisée de 1960 à 2026 (1960 à 2020 pour les taux de change) à partir des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI, des Nations Unies et des sources nationales.

Des indicateurs liant les 3 bases ont été calculés et mis en ligne sur les sites de DBnomics et Moody's.

Références

Bases de données CHELEM et Indicateurs.



"Base de données sur l'économie mondiale", Alix de Saint Vaulry, *In L'économie mondiale 2022*, La Découverte, septembre 2021.

BACI - TUV - WTFC

Pierre Cotterlaz

BACI est une base de données sur le commerce bilatéral de plus de 200 pays, désagrégé par produit à un niveau très fin (SH à 6 chiffres, soit plus de 5000 produits). Une procédure d'harmonisation est appliquée aux valeurs et aux quantités de la base Comtrade des Nations Unies. En 2021, la base a été mise à jour pour couvrir la période 1989-2019.

La base de données de prix du commerce Trade Unit Values a été actualisée pour couvrir la période 2000-2019. Cette base fournit des données désagrégées (plus de 5000 produits) de valeur unitaire pour chaque flux bilatéral. Les valeurs unitaires sont calculées à partir des données sources de Comtrade, au niveau le plus fin des nomenclatures de produits (6, 8 ou 10 chiffres), puis réagrégées au niveau SH 6 chiffres.

WTFC fournit, à partir de TUV, des valeurs unitaires réconciliées au niveau exportateur - importateur - produit, ainsi qu'une caractérisation des flux par gamme (haut, moyen ou bas de gamme) et par type de commerce (univoque, croisé de variété ou croisé de qualité). Cette base a également été mise à jour pour couvrir la période 2000-2019.

Références

BACI, base de données

TUV, base de données

WTFC, base de données

PROFILS DU CEPII

Pierre Cotterlaz, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Gianluca Santoni, Deniz Ünal

Les Profils du CEPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international. En accès libre sur le site du CEPII, ils offrent un outil d'analyse original à travers les indicateurs et bases de données élaborés par le centre. Premiers de la série, les Profils Pays portent sur quatre-vingts économies. Les tableaux et graphiques y figurent sous sept rubriques thématiques : cadrage ; projections ; balance & change ; protection tarifaire ; avantages comparatifs ; types & gammes ; produits & partenaires.

Dans leur prolongement et dans le même format, les Profils Régions ont été mis en ligne en 2021. Ils permettent de caractériser l'insertion internationale des 8 grandes régions composant le monde, ainsi que celle de 10 zones d'intégration économique. Les schémas d'insertion peuvent être comparés d'une région à l'autre, notamment en distinguant les échanges internes de ceux réalisés avec le reste du monde.

Références

Base de données interactive en ligne "Profils Pays du CEPII".

Base de données interactive en ligne "Profils Régions du CEPII".

Thierry Mayer, Gianluca Santoni,
Vincent Vicard

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2021-01, juin.

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2021-02, juin.

MISE À JOUR DE TRADEPROD ET ESTIMATION DE L'ÉQUIVALENT AD VALOREM DES BARRIÈRES COMMERCIALES PAR L'ÉQUATION DE GRAVITÉ

TradeProd est une base de données développée au CEPII et permettant l'estimation d'équations de gravité incluant le commerce interne de biens des pays sur longue période. L'utilité de ce type de données a été renforcée ces dernières années par le développement des nouveaux modèles quantitatifs de commerce permettant des exercices contrefactuels en équilibre général.

La base de données initiale a été mise à jour à partir des données sources de l'Onudi, des données de commerce de la base BACI du CEPII et des données de protection tarifaires de la base WITS de la Banque mondiale sur la période récente. La base TradeProd a vocation à être mise à jour annuellement. La nouvelle base sera mise en ligne au premier trimestre 2022 et associée à un document de travail de présentation.

Référence

"The CEPII Trade and Production Database", Thierry Mayer, Gianluca Santoni, Vincent Vicard, *Document de travail du CEPII*, 2022, à paraître.

Vincent Vicard

VERS LA FIN DU DUMPING FISCAL ?

La proposition de Joe Biden de relever le taux d'imposition sur les sociétés des États-Unis et la relance parallèle des négociations visant à réformer en profondeur la taxation des entreprises multinationales ont remis au centre de l'actualité économique la question de la taxation des entreprises. Ces initiatives interrogent plus largement la capacité des États à faire contribuer les entreprises aux recettes fiscales dans un système économique mondialisé où les États usent de la concurrence fiscale pour attirer les entreprises multinationales.

Alors que les quarante dernières années ont vu les taux d'impôt sur les sociétés (IS) diminuer de près de moitié au niveau mondial, dans une course au moins disant fiscal, cet aspect, souvent passé au second plan au profit de celui de l'évitement fiscal des multinationales, notamment dans l'esprit des réformes négociées aujourd'hui, est pourtant fondamental. La question n'est, en effet, pas seulement de savoir si les multinationales paient leur dû fiscal dans leurs pays d'opération plutôt que dans des paradis fiscaux, mais également à quel taux elles sont



taxées dans leur pays d'opération, et quel niveau de recettes fiscales en attendre. Cette question est d'autant plus prégnante aujourd'hui que l'augmentation des dépenses publiques consécutive à la crise de la Covid-19, notamment de soutien aux entreprises, pose la question de leur contribution aux recettes publiques futures et au remboursement des dettes accumulées au sortir de la crise.

Référence

"Vers la fin du dumping fiscal ?", Vincent Vicard, *In L'économie mondiale 2022*, La Découverte, p. 25-40, septembre 2021.



Les publications du CEPII

RECHERCHE

INTERNATIONAL ECONOMICS / ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle consacrée à la publication d'articles de haute qualité traitant d'un large éventail de questions liées à l'économie internationale. La revue accueille tout particulièrement les contributions empiriques qui incluent, sans s'y limiter, des sujets sur le commerce international, la politique commerciale, la macroéconomie ouverte et la finance internationale, la migration et les mouvements de facteurs. La plupart des articles publiés font appel à des modèles économiques formels et/ou à l'économétrie formelle. Toutefois, la revue prendra également en considération les articles de synthèse et les études de cas sur des sujets originaux, à condition qu'ils soient de très grande qualité.

Rédacteurs en chef: Mario Larch et Valérie Mignon
<http://www.journals.elsevier.com/international-economics>

"MULTIPRIL, a New Database on Multilateral Price Levels and Currency Misalignments", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon.

"Protectionism and international trade: A long-run view", Tullio Gregori.

"Too much finance or too many weak instruments?", Maxime Fajeau.

"Dynamic relations between oil and stock markets: Volatility spillovers, networks and causality", Jose E. Gomez-Gonzalez, Jorge Hirs-Garzón, Sebastián Sanín-Restrepo.

"Economic activity, and financial and commodity markets' shocks: An analysis of implied volatility indexes", Christian Urom, Gideon Ndubuisi, Jude Ozor.

"Exchange rates and fundamentals: Further evidence based on asymmetric causality test", Siew-Voon Soon, Ahmad Zubaidi Baharumshah.



N° 165
1^{er} trimestre 2021



"Twin balances, public governance and private investment: Quantile estimation for OECD countries", Thanh Dinh Su, Canh Phuc Nguyen.

"New evidence on international risk-sharing in the Economic Community of West African States (ECOWAS)", Stéphane Zouri.

"The energy transition, Trump energy agenda and COVID-19", Refk Selmi, Jamal Bouoiyour, Shawkat Hammoudeh, Youssef Errami, Mark E. Wohar.

"Regional and global patterns of participation in value chains: Evidence from Brazil", Inácio Fernandes de Araújo, Fernando Salgueiro Perobelli, Weslem Rodrigues Faria.

"Bilateral investment treaties and backward linkages in Sub-Saharan Africa", Vito Amendolagine, Francesco Prota.

"Global imbalances, external adjustment and propagated shocks: An African perspective from a global VAR model", Oyeyinka S. Omoshoro-Jones, Lumengo Bonga-Bonga.

"Export performance and capacity pressures in Central and Eastern Europe", Karsten Staehr.

"Income inequality, human capital and terrorism in Africa: Beyond exploratory analytics", Kazeem B. Ajide, Olorunfemi Y. Alimi.

"Impact of the ECB Quantitative Easing on the International Investment Position", Rafael Cezar, Maéva Silvestrini.

"Environmental regulation and productivity growth: Main policy challenges", R. De Santis, P. Esposito, C. Jona Lasinio.

N° 166
2^e trimestre 2021

"Dynamic optimal portfolio choice under time-varying risk aversion", Antonio Díaz, Carlos Esparcia.

"Understanding China's role in recent debt relief operations: A case study analysis", Gatien Bon, Gong Cheng.

"Frequency domain analysis and filtering of business and consumer survey expectations", Oscar Claveria, Enric Monte, Salvador Torra.

"Economic growth and corruption in emerging markets: Does economic freedom matter?", Leonardo Köppe Malanski, Angela Cristiane Santos Póvoa.

"The impact of services trade restrictiveness on food trade", Amara Zongo.

"The impact of regulatory distance from global standards on a country's centrality in global value chains", Tomohiko Inui, Kenta Ikeuchi, Ayako Obashi, Qizhong Yang.

"Examining the impact of ICT, human capital and carbon emissions: Evidence from the ASEAN economies", Hazwan Haini.

"Diversification potential in real estate portfolios", Bertrand Candelon, Franz Fuerst, Jean-Baptiste Hasse Pages 126-139 Download PDF Data, Tools and Replication Section.



"The International Trade and Production Database for Estimation (ITPD-E)", Ingo Borchert, Mario Larch, Serge Shikher, Yoto V. Yotov.

"The discount factor for expected fundamentals: Evidence from a panel of 25 exchange rates", Phornchanok Cumperayot, Roy Kouwenberg.

"U.S. historical initial jobless claims. Is it different with the coronavirus crisis? A fractional integration analysis", Manuel Monge.

"What moves housing markets: A state-space approach of the price-income ratio", Majid Haghani Rizi.

"Robots are not always bad for employment and wages", Tiago Neves Sequeira, Susana Garrido, Marcelo Santos.

"Uncovering the implicit short-term inflation target of the Bank of England", Sheng Zhu, Ella Kavanagh, Niall O'Sullivan.

"Economic policy uncertainty and the volatility connectedness between oil shocks and metal market: An extension", Johnson A. Oliyide, Oluwasegun B. Adekoya, Muhammad A. Khan.

"Dynamic effects of trade barriers with speculation on foreign currency: The case of Iran", Mohammad Hossein Rahmati, Mehran Ebrahimian, Seyed Ali Madanizadeh.

"Twin trade shocks: Spillovers from US-China trade tensions", Alexei Kireyev, Andrei Leonidov.

"Measuring size distortions of location quotients", Matias Nehuen Iglesias.

"External and internal exchange rates and the Dutch disease: Evidence from a panel of oil-exporting African countries", Edouard Mien.

"Effects of governance quality on exports in Sub-Saharan Africa", Mamadou Bah, Henri Atangana Ondo, Koffi Délali Kpognon.

"Financial inclusion, income inequality, and institutions in sub-Saharan Africa: Identifying cross-country inequality regimes", Relwendé Sawadogo, Gervasio Semedo.

"Inflation-targeting and inflation volatility: International evidence from the cosine-squared cepstrum", Nikolaos Antonakakis, Christina Christou, Luis A. Gil-Alana, Rangan Gupta.

"Oil price volatility in the context of Covid-19", David Bourghelle, Fredj Jawadi, Philippe Rozin.

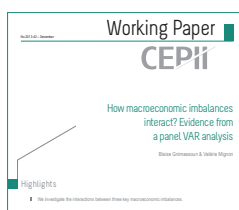
"FX markets' reactions to COVID-19: Are they different?", Walter Bazán-Palmino, Diego Winkelried.

"The US shale gas revolution: An opportunity for the US manufacturing sector?", Yassine Kirat.

"Is there any information content of traded stocks in an emerging market? Evidence from Vietnam", Bao Doan, Duc Hong Vo.

N° 167
3^e trimestre 2021

N° 168
4^e trimestre 2021



"E "Short and long run environmental tax buoyancy in EU-28: a panel study", Gianluigi De Pascale, Mariantonietta Fiore, Francesco Contò.

"Nowcasting Russian GDP using forecast combination approach", Michael Zhemkov.

"How to simulate international economic sanctions: A multipurpose index modelling illustrated with EU sanctions against Russia", Morad Bali, Nady Rapelanoro.

"New insights on the debt-growth nexus: A combination of the interactive fixed effects and panel threshold approach", Yacouba Kassouri, Halil Altıntaş, Erdal Alancioğlu, Kacou Yves Thierry Kacou.

"Economic sentiment indicators and foreign direct investment: Empirical evidence from European Union countries", Andrzej Cieřlik, Mahdi Ghodsi.

"Dependence structure between oil price volatility and sovereign credit risk of oil exporters: Evidence using a copula approach", Yao Axel Ehouman.

"Service characteristics and the choice between exports and FDI: Evidence from Belgian firms", Leo Sleuwaegen, Peter M. Smith.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

Première publication des travaux de recherche originaux des économistes du CEPII. En anglais. Disponibles en ligne

www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

- | | |
|----------------------|---|
| n° 2021-01, janvier | "World Interest Rates and Macroeconomic Adjustments in Developing Commodity Producing Countries", Vincent Bodart, François Courtoy, Erica Perego. |
| n° 2021-02, février | "Information in the First Globalization: News Agencies and Trade", Pierre Cotterlaz, Etienne Fize. |
| n° 2021-03, février | "On the economic desirability of the West African monetary union: would one currency fit all?", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon. |
| n° 2021-04, mars | "Risk Shocks and Divergence between the Euro Area and the US in the aftermath of the Great Recession", Thomas Brand, Fabien Tripier . |
| n° 2021-05, avril | "Gender, Selection into Employment, and the Wage Impact of Immigration", George J. Borjas, Anthony Edo. |
| n° 2021-06, juin | "How Do Immigrants Promote Exports?", Gianluca Orefice, Hillel Rapoport, Gianluca Santoni. |
| n° 2021-07, octobre | "Better Two Eyes than One: A Synthesis Classification of Exchange Rate Regimes", Cécile Couharde, Carl Grekou. |
| n° 2021-08, novembre | "The Impact of Common Law on the Volume of Legal Services: An International Study", Enzo Dia, Jacques Melitz. |
| n° 2021-09, décembre | "Love of Variety and Gains from Trade", Christophe Gouel, Sébastien Jean. |



"Free Trade Agreements and the Movement of Business People", Thierry Mayer, Hillel Rapoport, Camilo Umana Dajud.

n° 2021-10, décembre

"Poor Substitutes? Counterfactual methods in IO and Trade compared", Keith Head, Thierry Mayer .

n° 2021-11, décembre

"MaGE 3.1: Long-Term Macroeconomic Projections of the World Economy", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni.

n° 2021-12, décembre

"EQCHANGE annual assessment 2021", Carl Grekou.

n° 2021-13, décembre

LES PUBLICATIONS HORS CEPII

Les chercheurs du CEPII contribuent à certaines des meilleures revues telles que Journal of International Economics, Review of Economic Studies, World Economics, Journal of Banking & Finance, Journal of Macroeconomics...

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/journal_articles.asp

En gras : revues à comité de lecture

Les auteurs du CEPII sont en vert

Bazillier Rémi, **Héricourt Jérôme**, Ligonnière Samuel, "**Structure of Income Inequality and Household Leverage: Cross-Country Causal Evidence**", European Economic Review, vol. 103629(132), février 2021.

Belotti Federico, Porto Di Edoardo, **Santoni Gianluca**, "**The effect of local taxes on firm performance: evidence from geo-referenced data**", Journal of Regional Science, vol. 61(2), p.492-510, 2021.

Carrera Jorge, Gnimassoun Blaise, **Mignon Valérie**, Restout Romain, "**Currency misalignments and exchange rate regimes in Latin American countries: a trade-off issue**", Annals of Economics and Statistics, N°141, p.71-102, 2021.

Cotterlaz Pierre, **Gaulier Guillaume**, **Sztulman Aude**, **Ünal Deniz**, "La filière de santé dans le commerce international", In Covid-19 | Regards croisés sur la crise, Bouchard B. & Chafaï D. (éd.), p.16-20, mars 2021.

Couharde Cécile, **Grekou Carl**, **Mignon Valérie**, "**MULTIPRIL, a New Database on Multilateral Price Levels and Currency Misalignments**", International Economics, vol. 165(165), p.94-117, Q1 2021.

Crozet Matthieu, Hinz Julian, Stammann Amrei, Wanner Joschka, "**Worth the pain? Firms' exporting behavior to countries under sanctions**", European Economic Review, N°134, 2021.

Emlinger Charlotte, **Guimbard Houssein**, "**Shipping the good agricultural products out: the differentiated impact of per-unit duties on developing countries**", European Review of Agricultural Economics, vol. 3(48), p.598-623, septembre 2021.

Escoffier Margaux, Hache Emmanuel, **Mignon Valérie**, Paris Anthony, "**Determinants of solar photovoltaic deployment in the electricity mix: Do oil prices really matter?**", Energy Economics, vol. 97(May), 2021.



Fontagné Lionel, Disdier Anne-Célia, Tresa Enxhi, "**Economic Drivers of Public Procurement-Related Protection**", *The World Economy*, vol. 44(11), p.3072-3090, 2021.

Fontagné Lionel, Santoni Gianluca, "**GVCs and the Endogenous Geography of RTAs**", *European Economic Review*, vol. 132, février 2021.

Gouel Christophe, Laborde David, "**The Crucial Role of Domestic and International Market-Mediated Adaptation to Climate Change**", *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 106, p.102408, mars 2021.

Grjebine Thomas, "L'Europe peut-elle sortir de sa léthargie?", *Alternatives économiques hors-série*, N°Avril, avril 2021.

Harrigan James, Reshef Ariell, Toubal Farid, "**The March of the Techies: Job Polarization Within and Between Firms**", *Research Policy*, vol. 50(7), 2021.

Head Keith, Mayer Thierry, "**The United States of Europe: A gravity model evaluation of the four freedoms**", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 2(35), p.23-48, 2021.

Jafari Yaghoob, Britz Wolfgang, Guimbard Houssein, Beckman Jayson, "**Properly capturing tariff rate quotas for trade policy analysis in computable general equilibrium models**", *Economic Modelling*, vol. 104, novembre 2021.

Jean Sébastien, Bas Maria, Bombarda Pamela, Orefice Gianluca, "**Firms' exports, volatility and skills: Evidence from France**", *European Economic Review*, 2021.

Lopez-Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, "**Does backward participation in global value chains affect countries' current account position?**", *Review of World Economics*, vol. 157(1), p.65-86, 2021.

Malgouyres Clément, Mayer Thierry, Mazet Clément, "**Technology-induced Trade Shocks? Evidence from Broadband Expansion in France**", *Journal of International Economics*, n° 133, p.103520, 2021.

Martins Oliveira Joaquim, Garcilazo Enrique, Moreno Ana, "Regional inequalities and contributions to aggregate growth in the 2000s: an EU vs. US comparison based on functional regions", *Oxford Review of Economic Policy*, 2021.

Martins Oliveira Joaquim, Rocha T. Bruno, "Reform design matters: The role of structural policy complementarities", In *Handbook of Comparative Economics*, Elgar Publishing, 2021.

Martins Oliveira Joaquim, Garcilazo Enrique, "New Trends in Regional Policy: Place-based Component and Structural Policies", In *Handbook of Regional Science*, Palgrave, 2021.

Mayer Thierry, Melitz Marc, Ottavianoo Gianmarco, "**Product Mix and Firm Productivity Responses to Trade Competition**", *Review of Economics and Statistics*, vol. 5(103), p. 874–891, 2021.

Mignon Valérie, "Financement de la recherche en France: un focus sur le système universitaire français", In Jean-Hervé Lorenzi (ed.), *La France*



est-elle toujours dans la course technologique ?, Les Cahiers du Cercle des économistes, 2021.

Mignon Valérie, "Pourquoi la recherche académique française souffre-t-elle d'une perte d'attractivité ?", Annales des Mines, N°Novembre, p.29-32, novembre 2021.

Nechifor Victor, Ramos Priscila Maria, Ferrari Emanuele, Laichena Joshua, Kihiu Evelyne, Omanyo Daniel, Musamali Rodgers, "Food security and welfare changes under COVID-19 in Sub-Saharan Africa: Impacts and responses in Kenya", Global Food Security, vol. 28(100514), mars 2021.

Ortmans Aymeric, Tripier Fabien, "COVID-induced sovereign risk in the euro area: When did the ECB stop the spread?", European Economic Review, vol. 137, août 2021.

Perego Erica, Iliopoulos Eleni, Sopraseuth Thepthida, "International Business Cycles: Information Matters", Journal of Monetary Economics, vol. 123, p.19-34, 2021.

Ragot Lionel, "Le prix nobel d'économie 2021 consacre la prédominance de l'économie expérimentale", Alternatives Economiques, octobre 2021.

Ramos Priscila Maria, Custodio Estefania, Jimenez Sofia, Mainar-Causapé Alfredo, Boulanger Pierre, Ferrari Emanuele, "Do agri-food market incentives improve food security and nutrition indicators? a microsimulation evaluation for Kenya", Food Security, 2021.

Ünal Deniz, "Dérégulée et dépendante, l'économie turque s'engluie dans la crise", Diplomatie Magazine, N°63, Areion Group, août 2021.

Ünal Deniz, "Entre incertitudes et capitalisme autoritaire, l'économie turque s'éloigne de ses "dix glorieuses"", Le Monde - Hors-série - Où va la Turquie ?, n° 79, Le Monde, p.44-47, novembre 2021.

ANALYSES

LA LETTRE DU CEPII

Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII. 8 numéros en 2020.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/publicat.asp>

"Évitement fiscal : un avantage concurrentiel qui aggrave la concentration", Julien Martin, Mathieu Parenti, Farid Toubal.

"Bruxelles et Washington à nouveau en ligne sur le climat", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné.

"Quand la BCE a-t-elle stoppé la contagion de la Covid-19 aux marchés financiers ?", Aymeric Ortmans, Fabien Tripier.



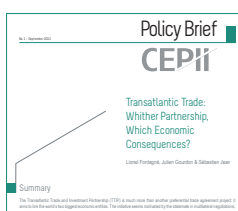
n° 414, janvier

n° 415, février

n° 416, mars



- n° 417, avril "La courbe de Phillips n'est pas celle que vous croyez", François Geerolf.
- n° 418, mai "Mieux caractériser les régimes de change pour comprendre leurs fragilités", Cécile Couharde, Carl Grekou.
- n° 419, juillet "La concentration des emplois, une source négligée de disparités territoriales et d'inégalités salariales", Axelle Arquié, Julia Bertin.
- n° 420, septembre "La libre circulation en Europe : réelle pour les biens et les capitaux, partielle pour les personnes", Thierry Mayer.
- n° 421, octobre "Horizon 2050 : où la dynamique actuelle mène-t-elle l'économie mondiale ?", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni.
- n° 422, décembre "Moins d'avions, c'est moins de commerce", Diego Botero Garcia, Ariell Reshef, Camilo Umana Dajud.



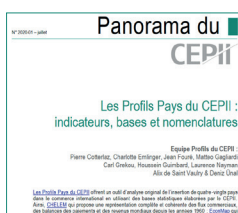
LES "POLICY BRIEF" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp>

n° 36, mai

"The 14th Five-year Plan in the New Era of China's Reform Asian Integration, Belt and Road Initiative and Safeguarding Multilateralism", Michel Aglietta, Guo Bai, Camille Macaire.



LES PANORAMAS DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama.asp>

n° 2021-01, juin

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cottleraz, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint-Vaulry, Gianluca Santoni, Deniz Ünal.

n° 2021-02, juin

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cottleraz, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint-Vaulry, Gianluca Santoni, Deniz Ünal.



L'ÉCONOMIE MONDIALE 2022

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des éditions La Découverte, des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/economie_mondiale.asp

"Introduction", Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

"Vue d'ensemble : avec la Covid, en attendant l'après", Sébastien Jean

"Vers la fin du dumping fiscal ?", Vincent Vicard

"Comment (di)gérer des dettes publiques élevées ?", Thomas Grjebine

"La stagnation séculaire : inéluctable, évitable ou... acceptable ?", Axelle Arquie

"Le keynésianisme doit-il faire l'économie de la courbe de Phillips ?", François Geerolf

"Les banques centrales s'engagent à passer au vert... clair", Jézabel Couppey-Soubeyran

"Les cryptomonnaies en plein essor : les banques centrales lèvent leurs boucliers !", Michel Aglietta, Odile Lakomski-Laguerre

"Base de données sur l'économie mondiale", Alix de Saint Vaulry



LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>



"Vers une relocalisation des projets d'investissement ?", Faits & Chiffres du 26 janvier, par C. Umana Dajud, V. Vicard.

"Dettes publiques : quel est le risque d'une nouvelle crise ?", 26 février, par T. Grjebine.

"Les chaînes d'approvisionnement internationales ont bien résisté à la crise", 3 mars, par C. Bellora, S. Jean.

"Sortir du cercle vicieux du décrochage industriel", 10 mars, par T. Grjebine.

"Pourquoi la recherche française perd du terrain sur la scène internationale", 19 mars, par V. Mignon.

"Ralentissement du commerce post-Brexit : attention aux conclusions hâtives !", dans la série Brexit, Faits & Chiffres du 31 mars, par P. Cotterlaz, V. Vicard.

"On peut rechercher le plein-emploi sans risquer de déclencher une spirale inflationniste", 30 avril, par I. Bensidoun, F. Geerolf.

"Mondialisation : "L'impératif de limitation des dépendances prend une place nouvelle dans les stratégies commerciales"", 22 mai, par S. Jean.

"La quête d'autonomie chinoise, la longue histoire d'une priorité nouvelle", 25 mai, par F. Chimits.

"La crise devrait recomposer les spécialisations économiques dans le monde", dans la série Profils, 16 juin, par D. Ünal.

"À partir de quand pourra-t-on dire que la récession est derrière nous?", 30 juin, par V. Mignon, L. Ferrara.

"Défaillances d'entreprises : quels risques pour l'économie française?", 30 juillet, par S. Nandnaba, E. Perego, F. Tripier.

"Webconférence de présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2022"", 25 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Banques centrales : les économistes au défi du malaise démocratique", 15 septembre, par T. Grjebine.

"L'économie internationale en campagne - Saison 2", dans la série L'économie internationale en campagne, 30 septembre, par I. Bensidoun, S. Jean.

"Faut-il défendre notre souveraineté économique, et comment ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 4 octobre, par S. Jean.

"L'immigration qualifiée, un antidote au vieillissement de la population allemande", 15 octobre, par L. Nayman, D. Ünal.

"Endettement public : problème ou solution ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 18 octobre, par T. Grjebine.

"La France est-elle un grand pays d'immigration ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 2 novembre, par A. Edo.

"Réorienter l'économie : une dernière chance pour sauver le climat", dans la série L'économie internationale en campagne, 15 novembre, par M. Aglietta.

"Pour vraiment taxer les entreprises multinationales, une réforme suffit-elle ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 29 novembre, par V. Vicard.

"L'industrie française est-elle tributaire de la Chine ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 6 décembre, par A. Reshef, G. Santoni.

"Faut-il arrêter de commercer pour sauver le climat ?", dans la série L'économie internationale en campagne, 13 décembre, par C. Bellora.



THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 8 978 abonnés. Une sélection des différents éclairages est présentée ici

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp>

Edito

Faut-il défendre notre souveraineté économique, et comment ?

Focus

La libre circulation en Europe : réelle pour les biens et les capitaux, partielle pour les personnes.

Opinion

Banques centrales : les économistes au défi du malaise démocratique.

Mot-clé

Réorienter l'économie : une dernière chance pour sauver le climat.

Faits & chiffres

Taxe mondiale à 15 % sur les multinationales : un accord au G7... et beaucoup de questions.

Bases de données

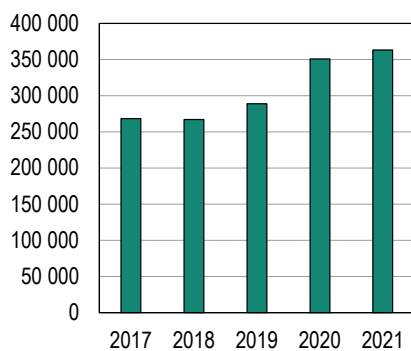
Profils Régions : Illustrations prêtes à l'emploi.



Le site internet du CEPII

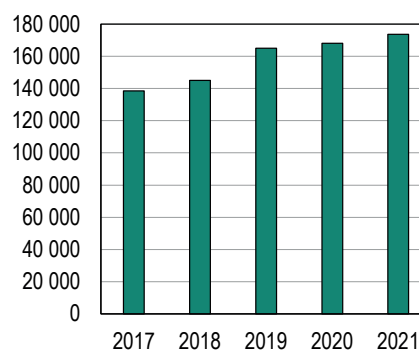
L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 666 documents de travail depuis 1994 et 566 lettres (dont 153 en anglais) depuis 1979, les résumés de 168 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 13 *Documents de travail*, 1 *Policy briefs*, 9 numéros de *La Lettre du CEPII*, dont 3 en anglais, 9 *Newsletters* en français, 9 *Newsletters* en anglais, 2 *Panorama du CEPII*, 42 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 141 articles ou interviews dans les médias, 31 articles dans les revues scientifiques.

Nombre de sessions de consultation



Source : Google Analytics.

Nombre de téléchargements



Source : Xiti.

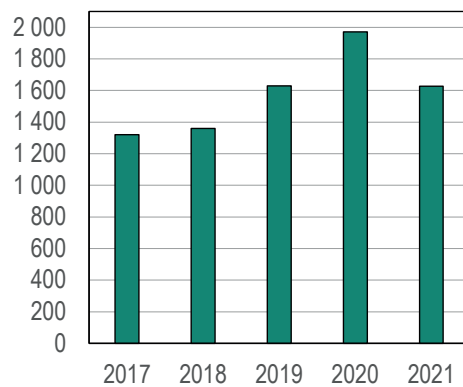


La présence dans les médias du

CEPII

En 2021, les économistes du CEPII ont publié 51 articles de presse, réalisé 90 interviews exclusives et ont été cités dans de nombreuses publications. Au total, le CEPII est apparu 1626 fois sur le web et dans la presse écrite.

Nombre de mentions dans les médias



Source : Référencement par le CEPII
(à partir de Kantar Media et Meltwater)



ARTICLES ET INTERVIEWS (SÉLECTION)

"Pétrole : pourquoi le rebond est encore fragile", *Les Échos*, 12 janvier, V. Mignon.

"Oùighours : États-Unis, Canada et Royaume-Uni frappent les importations", *Libération*, 15 janvier, S. Jean.

"Dettes publiques : quel est le risque d'une nouvelle crise ?", *Alternatives économiques*, 20 janvier, T. Grjebine.

"Brexit, un accord en équilibre provisoire", *La Croix*, 31 janvier, S. Jean.

"Comment l'économie chinoise a résisté à la pandémie", *Alternatives économiques*, 9 février, S. Jean.

"L'évitement fiscal des multinationales favorise les concentrations", *La Tribune*, 15 février, F. Toubal.

"«Luxleaks» : le rôle toujours plus important du Luxembourg dans l'évitement fiscal", *La Tribune*, 19 février, V. Vicard.

"L'Europe a priori immunisée contre les craintes américaines d'un retour de l'inflation", *Le Figaro*, 25 février, F. Tripier.

"Record du monde de la croissance en 2020 : les secrets de Taïwan sont-ils vraiment hors de notre portée ?", *Atlantico*, 1 mars, M. Fouquin.

"Sortir du cercle vicieux du décrochage industriel", *Alternatives économiques*, 3 mars, T. Grjebine.

"Relocalisations : des entreprises tentent le «made in France»", *Le Figaro*, 9 mars, S. Jean.

"Cryptomonnaies : Pourquoi la révolution du bitcoin n'a-t-elle toujours pas eu lieu ?", *20 minutes*, 9 mars, M. Aglietta.

"L'économie turque en pleine zone de turbulences", *La Croix*, 22 mars, D. Ünal.

"Pourquoi la taxe carbone aux frontières n'est pas près de voir le jour", *L'Opinion*, 23 mars, C. Bellora.

"Ralentissement du commerce post-Brexit : attention aux conclusions hâtives!", *La Tribune*, 31 mars, P. Cotterlaz, V. Vicard.

"La monnaie n'est pas un dispositif technique, c'est une institution essentielle", *Le Monde*, 2 avril, M. Aglietta.

"Pourquoi il faut renouer avec la planification", *Alternatives économiques*, 3 avril, M. Aglietta, É. Espagne.

"Relance : ridiculisée par les plans Biden, l'Europe prend un retard inquiétant", *Marianne*, 6 avril, T. Grjebine.

"La France est-elle encore dans la course en matière de recherche ?", *Les Échos*, 7 avril, V. Mignon.

"Bruxelles sera attendue sur la méthode de calcul qu'elle proposera en juin", *agefi.fr*, 8 avril, C. Bellora.

"How French companies are also being hit hard by Brexit", *Financial Times*, 13 avril, V. Vicard.

"Arrivée d'Amazon vers Metz : «Attirer des entrepôts n'est pas un enjeu national», *Marianne*, 7 mai, T. Grjebine.



- "Mondialisation : "L'impératif de limitation des dépendances prend une place nouvelle dans les stratégies commerciales"", *Le Monde*, 14 mai, S. Jean.
- "Commerce : Avis de tempête sur le transport maritime", *Alternatives économiques*, 19 mai, S. Jean.
- "G7 Finances : 15 %, 21 % ou 25 %, quel taux pour l'impôt minimal mondial sur les sociétés ?", *La Croix*, 2 juin, V. Vicard.
- "La crise devrait recomposer les spécialisations économiques dans le monde", *The Conversation*, 13 juin, D. Ünal.
- "Le futur Made in France sera-t-il européen ?", *La Croix*, 15 juin, T. Grjebine.
- "Commerce : Pourquoi la "fatigue de la mondialisation" a saisi les peuples"", *Le Monde*, 17 juin, L. Fontagné.
- "À partir de quand pourra-t-on dire que la récession est derrière nous ?", *The Conversation*, 22 juin, V. Mignon, L. Ferrara.
- "Canada-Mexique: Biden fait appliquer l'accord de Trump", *Le Figaro*, 28 juin, S. Jean.
- "Dating business cycles in France: A reference chronology, *voxeu.org*, 17 juillet, V. Mignon.
- "Taxe carbone" aux frontières: le barrage percé de Bruxelles contre le dumping climatique", *Marianne*, 19 juillet, C. Bellora.
- "Commerce de services: Washington revient dans la course à l'OMC", *Les Échos*, 21 juillet, S. Jean.
- "Défaillances d'entreprises: quels risques pour l'économie française ?", *The Conversation*, 12 août, E. Perego, F. Tripier.
- "La concentration de l'emploi creuse les inégalités salariales et territoriales", *La Tribune*, 26 août, A. Arquie, J. Bertin.
- "Après Merkel, l'Allemagne va-t-elle changer de cap ?", *Alternatives économiques*, 9 septembre, F. Geerolf.
- "Banques centrales: les économistes au défi du malaise démocratique", *Alternatives économiques*, 10 septembre, T. Grjebine.
- "Taxe carbone: la prochaine pomme de discorde du commerce international", *Les Échos*, 15 septembre, L. Fontagné.
- "Europe: le discours à côté de la plaque d'Ursula Von der Leyen", *Marianne*, 16 septembre, S. Jean.
- "L'immigration qualifiée, un antidote au vieillissement de la population allemande", *The Conversation*, 6 octobre, L. Nayman, D. Ünal.
- "Taxe sur les multinationales: pourquoi ça coince", *La Tribune*, 8 octobre, V. Vicard.
- "Monde d'après": mondialisation, le retour", *L'Opinion*, 19 octobre, V. Vicard.
- "Immigration: un drame ou une chance pour l'économie ?", *Challenges*, 23 octobre, C. Mitaritonna.
- "Salaires, sécurité... quatre questions qui fâchent sur l'immigration passées au crible", *Challenges*, 23 octobre, A. Edo.



"En dépit des pénuries de main-d'œuvre, l'immigration professionnelle reste compliquée", *Le Monde*, 25 octobre, H. Rapoport.

"En Turquie, les milieux d'affaires critiquent la politique économique d'Erdoğan", *Le Monde*, 25 octobre, D. Ünal.

"Logistique maritime: pourquoi cela va continuer de bouchonner", *L'Opinion*, 26 octobre, T. Grjebine.

"Imprévisible Turquie", *Le Monde*, Hors-Série, 4 novembre, D. Ünal.

"Pour l'Europe, la taxe carbone aux frontières devrait permettre de réduire de moitié les délocalisations", *Le Monde*, 8 novembre, C. Bellora.

"Faut-il redouter une aggravation des déséquilibres de l'économie mondiale post-Covid", *La Tribune*, 16 novembre, V. Mignon.

"Commerce : Pékin dénonce les "nouvelles barrières" de l'Europe", *Les Échos*, 16 novembre, S. Jean.

"En 2050, le PIB de la France sera dépassé par le Nigéria et l'Indonésie", *La Tribune*, 18 novembre, L. Fontagné.

"Plan de relance France 2030 : où sont les emplois ?", *Le Monde*, 19 novembre, V. Vicard.

"Récession économique française: le creux est passé, mais les effets perdurent", *La Tribune*, 21 novembre, V. Mignon,

"Le coût d'une heure de travail en France est-il "10 %" plus élevé qu'en moyenne en Europe ?", *Le Figaro*, 25 novembre, V. Vicard.

"Les dangers de la concentration de l'emploi", *Alternatives économiques*, 30 novembre, A. Arquie, J. Bertin.

"L'industrie française est-elle tributaire de la Chine ?", *La Tribune*, 6 décembre, A. Reshef, G. Santoni, I. Bensedoun.

"L'énorme déficit du commerce extérieur français", *Capital*, 6 décembre, T. Grjebine.

"Commerce extérieur: comment la France a perdu pied en vingt ans", *Les Échos*, 7 décembre, T. Grjebine.

"Commerce: comment la Chine nous a trompés", *Les Échos*, 9 décembre, S. Jean.

"Pour ou contre: l'entrée de la Chine dans l'OMC a-t-elle été une erreur?", *L'Express*, 11 décembre, S. Jean.

"Faut-il arrêter de commercer pour sauver le climat ?", *La Tribune*, 14 décembre, C. Bellora, I. Bensedoun.

"En 2050, l'économie européenne représenterait la moitié de celle de la Chine", *Option Finance*, 17 décembre, L. Fontagné.

INTERVIEWS AUDIO ET VIDÉO

"État de l'économie américaine", *B SMART TV*, J. Héricourt, vidéo du 5 janvier.

"Que nous réserve l'économie mondiale en 2021 ?", *Xerfi Canal*, S. Jean, vidéo du 6 janvier.



- "Les États-Unis renoncent à la surtaxe", *Smart World*, V. Vicard, vidéo du 12 janvier.
- "Comment vont tourner les guerres commerciales ?", *RFI*, C. Bellora, audio du 12 janvier.
- "Davos à l'heure de la Chine", *France Culture*, C. Destais, audio du 30 janvier.
- "Comment expliquer la pénurie de puces électroniques ?", *France Culture*, M. Fouquin, audio du 9 février.
- "Entretien Erdogan-Macron, reprise de contact après des mois de vive tension", *France 24*, D. Ünal, vidéo du 2 mars.
- "Chine : quelle stratégie économique pour étendre sa puissance ?", *The Conversation*, S. Jean, audio du 4 mars.
- "Le commerce mondial entre crise sanitaire et tensions géopolitiques", *RFI*, S. Jean, audio du 5 mars.
- "Le futur de la monnaie : du lien social à la cryptomonnaie spéculative", *Xerfi Canal*, M. Aglietta, vidéos des 16, 23 et 30 mars.
- "Canal de Suez : les hoquets de la mondialisation", *France Culture*, S. Jean, audio du 3 avril.
- "États-Unis : l'électrochoc Biden", *RFI*, J. Héricourt, audio du 16 avril.
- "Dynamiser les territoires avec les monnaies locales", *Xerfi Canal*, M. Aglietta, vidéo du 20 avril.
- "Joe Biden ou le retour de la coopération économique ?", *France Culture*, F. Geerolf, audio du 10 mai.
- "« Retour sur... » : La baisse du chômage est-elle encore un moteur de l'inflation ?", *The Conversation*, F. Geerolf, audio du 27 mai.
- "La reprise sera-t-elle durable ?", *RFI*, T. Grjebine, audio du 2 juin.
- "Fiscalité internationale des entreprises, est-ce possible ?", *RFI*, F. Toubal, audio du 3 juin.
- "Impôt minimal mondial sur les entreprises : l'objectif est de "lutter contre la concurrence fiscale entre États"", *France Info*, V. Vicard, audio du 4 juin.
- "Libre-échange, ce vieux rêve qui bouge", *France Culture*, S. Jean, audio du 7 juin.
- "Impôt minimum mondial : le principe rassemble, les modalités divisent", *France Culture*, V. Vicard, audio du 8 juin.
- "Taxe mondiale à 15 % sur les multinationales : un accord au G7... et beaucoup de questions", *The Conversation*, V. Vicard, audio du 10 juin.
- "G20, les ministres des Finances sont à Venise", *BFM Business*, S. Jean, vidéo du 9 juillet.
- "L'impôt global sur les multinationales profitera-t-il à tous les pays ?", *RFI*, F. Toubal, audio du 16 juillet.
- "Pourra-t-on en finir avec les paradis fiscaux ?", *RFI*, V. Vicard, audio du 9 septembre.
- "Sommes-nous à la merci de l'économie chinoise ?", *Arte*, S. Jean, vidéo du 20 septembre.



"Taxation minimale des multinationales : "Il fallait fermer le robinet de l'évitement fiscal"", *France Info*, F. Toubal, vidéo du 8 octobre.

"Les entreprises françaises cherchent leur voie à l'international", *RFI*, V. Vicard, audio du 16 octobre.

"Paradis fiscaux : l'hydre aux mille têtes", *France Culture*, V. Vicard, audio du 18 octobre.

"Le renouveau du made in France : un mouvement d'ampleur?", *France Inter*, T. Grjebine, audio du 13 novembre.



Les rencontres du CEPII

■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII

<p>How to revitalize the multilateral trading system?</p> <p>CEPII et CEPR webinaire, présentation par Simon Evenett de la publication CEPR ebook "Revitalizing Multilateralism".</p>	<p>14 janvier</p>
<p>"The consequences of the pandemic on the French economy: a view from the IMF"</p> <p>Discussion en ligne avec Jeffrey Franks, Assistant Director, IMF European Department.</p>	<p>11 février</p>
<p>Vulnérabilité des approvisionnements français et européens</p> <p>Séminaire compétitivité co-organisé avec la Banque de France.</p>	<p>8 mars</p>
<p>Mark-up Estimation: Issues, Methods and Policy implications</p> <p>avec Werner Roeger, DIW Berlin et VIVES (Université de Louvain, Belgique)</p>	<p>13 avril</p>
<p>Séminaire compétitivité sur les politiques industrielles en France</p> <p>Organisé avec la Banque de France.</p>	<p>13 avril</p>
<p>Le national-capitalisme autoritaire : une menace pour la démocratie</p> <p>Présentation de leur ouvrage par Pierre-Yves Hénin et Ahmet Insel.</p>	<p>19 mai</p>
<p>Séminaire "International Trade: The New Normal"</p> <p>Organisé avec la Banque de France, le CEPR et l'Université de Surrey.</p>	<p>10 juin</p>
<p>Competitiveness webinar on the IPP's report on the "crédit impôt recherche"</p> <p>Séminaire compétitivité co-organisé avec la Banque de France</p>	<p>22 juin</p>



- 8 septembre **Avec la Covid, en attendant l'après**
Conférence de présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2022"
- 16 - 17 septembre **20th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance**
Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), en collaboration avec le CEPII, la Banque de France, le Cepremap et PSE. Le CEPII est partenaire du réseau.
- 4 octobre **Exportations françaises : redécollage sans ailes ?**
Séminaire compétitivité coorganisé avec la Banque de France sur les politiques industrielles en France.
- 6 - 10 octobre **Les Rendez-vous de l'histoire 2021 : Le travail**
Le CEPII est partenaire des Rendez-vous de l'histoire 2021.
- 12 - 15 octobre **Le Printemps de l'économie 2021 : Bifurcation, l'heure des choix**
Le CEPII est partenaire du Printemps de l'économie.
- 22 octobre **Le commerce international après la crise de la Covid-19**
Conférence en ligne de l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise.
- 3 - 5 novembre **Les journées de l'économie (JÉCO) : Faire des utopies une opportunité**
Le CEPII partenaire scientifique des Journées de l'économie (JÉCO) 2021
- 7 décembre **Difficultés d'approvisionnement des entreprises : quelles conséquences ?**
Séminaire compétitivité co-organisé avec la Banque de France.
- 9 décembre **"Corporate Subsidies by China, the European Union and the United States".**
avec Simon J. Evenett, University of St. Gallen.
- 13 décembre **"China and the International Financial System".**
Co-organisé avec la Banque de France et la Banque centrale européenne.
- 13 - 14 décembre **"Immigration in OECD Countries". 11th Annual International Conference**
Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo De Benedetti (FRDB), l'Université du Luxembourg et LISER.



« **Après Glasgow : quelles conséquences macroéconomiques de la transition écologique ?** »

avec Florence Jaumotte, Département de la recherche, FMI.

Online seminar series on The Economics of Migration:

"An Adaptive Targeted Field Experiment: Job Search Assistance for Refugees in Jordan", 13 janvier.

"Geographic sorting and aversion to breaking rules", 20 janvier.

"Enemies of the people", 27 janvier.

"Fertility Implications of Family-Based Regularizations", 3 février.

"New York, Abu Dhabi, London or Stay Home? Identifying Complex Substitution Patterns in Migration with a Cross-Nested Logit Model", 10 février.

"Long term migration trends and climate change: The role of irrigation", 17 février.

"Purchasing-Power-Parity and the Saving Behavior of Temporary Migrants", 24 février.

"Man Overboard! Industrial Fishing as Driver of Out-Migration in Africa", 3 mars.

"Firms Left Behind: Emigration and Firm Productivity", 10 mars.

"The Economic Geography of Global Warming", 17 mars.

"Mobility Under the COVID-19 Pandemic: Asymmetric Effects Across Gender and Age", 24 mars.

SÉMINAIRES EXTERNES

"Social Distancing and Supply Disruptions in a Pandemic" en collaboration avec T3M, par Giancarlo Corsetti (University of Cambridge), 8 avril

"Globalbots and Development: When Manufacturing is Jobless and Services are Tradable, par le professeur Richard Baldwin de son travail (co-auteur Rikard Forslid), 3 juin

"Immigrant franchise and immigration policy: Evidence from the Progressive Era", avec Giovanni Facchini, University of Nottingham, 24 juin.

"Does the Commodity Super Cycle Matter?", avec Andrés Fernández, Head of the Research Department at the Central Bank of Chile, 23 septembre

"Trade Policy Reform and Economic Growth Revisited", avec Irwin Douglas, John French Professor of Economics, Dartmouth College, 7 octobre.

"Real Exchange Rates and the Earnings of Immigrants", avec le professeur Christian Dustmann, Department of Economics, University College London, 4 novembre.

14 décembre

avril - décembre



"Global Giants and Local Starts: How Changes in Brand Ownership affect Competition", avec Vanessa Alviarez, Research Department of the Inter-America Development Bank (IADB), 9 décembre.

SÉMINAIRES INTERNES

"VIP pass to markets: What customs certification tells us about NTMs restrictiveness?", Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger, Jean Fouré, 16 décembre.

"Les bases de données CEPII", Houssein Guimbard, 2 décembre.

"Foreign competition along the quality ladder", Paul Piveteau, 25 novembre

"Love of variety and gains from trade", Christophe Gouel, Sébastien Jean, 18 novembre.

"La concentration des emplois, une source négligée de disparités territoriales et d'inégalités salariales", Axelle Arquié, Julia Bertin, 10 octobre.

"Quantifying the financial accelerator across countries", Jérôme Héricourt, 30 septembre.

"New Macroeconomic projections of the world economy at the 2100 horizon", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni, 21 septembre.

"EU Carbon Border Adjustment with the US Rejoining Paris: A Bit of a Game Changer", Cecilia Bellora et Lionel Fontagné, 17 juin.



Rencontres organisées par le Club du CEPII

La politique économique de l'Administration Biden : quelles marges de manœuvre ?

19 janvier

avec Jérôme Héricourt, Conseiller scientifique, CEPII ; Professeur d'Université, Lille.

Post-pandemic India: a new global engagement

20 janvier

avec Suman Bery, Non-resident Fellow, Bruegel ; Global Fellow, Woodrow Wilson International Center for Scholars et Christophe Jaffrelot, Research Director, CERI-Sciences Po/CNRS.

L'économie chinoise au-delà de la pandémie

1^{er} avril

avec François Chimits, économiste, CEPII ; analyste, Mercator Institute for China Studies (MERICS) et Camille Macaire, économiste, Banque de France ; chercheure associée, CEPII.

L'atténuation du changement climatique : quels mécanismes économiques, pour quelles conséquences ?

14 avril

avec Cecilia Bellora, responsable du programme scientifique "Politiques commerciales", CEPII ; Benjamin Carton, économiste, FMI et Lionel Fontagné, conseiller scientifique, CEPII ; conseiller auprès de la DGSEI-DECI, Banque de France.

La courbe de Phillips n'est pas celle que vous croyez

29 avril

avec François Geerolf, conseiller scientifique, CEPII ; professeur assistant, Université de Californie, Los Angeles (UCLA) et Pierre-Olivier Gourinchas, professeur d'économie, Université de Californie, Berkeley.

Les normes dans la concurrence internationale

15 juin

avec François Chimits, économiste, CEPII ; analyste, Mercator Institute for China Studies (MERICS) et Olivier Peyrat, Directeur Général, Groupe AFNOR ; administrateur, Comité Européen de Normalisation (CEN), Organisation Internationale de Normalisation (ISO)

China's international economic and financial policies: a quantitative and qualitative perspective

1^{er} juillet

avec Rebecca Ray, Senior Academic Researcher, Boston University Global Development Policy Center.

International economic conditions and prospects in the fall of 2021: how are they perceived?

1^{er} septembre

avec Shannon Schumacher, Research associate, Pew Research Center et Dr. Richard Wike, Director, Global Attitudes Research, Pew Research Center.



1^{er} octobre

Entre fragilités et espoirs de rebond, où en est l'économie mondiale ?

avec Isabelle Job-Bazille, Directrice des études économiques, Groupe Crédit Agricole.

14 octobre

La crise sanitaire : un accident de parcours pour l'économie vietnamienne ?

avec Jacques Morisset, Lead Economist and Program Leader for Vietnam, Macroeconomics, Trade & Investment, World Bank.

26 octobre

La Russie : une stabilité en trompe-l'œil ?

avec Natalia Orlova, Chef économiste, Alfa-Bank et Tatiana Kastoueva-Jean, Chercheuse, Directrice du Centre Russie, IFRI.



Participation des économistes du CEPII à des groupes de travail et comités d'experts

CECILIA BELLORA

Membre de la Commission de l'économie du développement durable.

LIONEL FONTAGNÉ

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membre du comité scientifique de *Annals of Economics and Statistics*.

Conseiller de la Direction de l'Economie de la Coopération Internationales, Banque de France

Membre de la Commission d'évaluation du CETA. Rapport au premier Ministre ("L'impact de l'Accord Économique et Commercial Global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA) sur l'environnement, le climat et la santé")
Research Fellow, CESifo, Munich
Comités scientifiques: *Annals of Economics and Statistics*

Membre de l'advisory board des Chaires OMC

MICHEL FOUQUIN

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Secrétaire général du Centre d'Information et de Réflexion sur l'Économie Mondiale (CIREM).

HOUSSEIN GUIMBART

Membre du Comité Scientifique la Société Française d'Économie Rurale.

Référent (China Economic Review, résumés d'articles GTAP).

JÉRÔME HÉRICOURT

Membre nommé du Comité Directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Co-Responsable de contrat ANR Franco-Allemand, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).



Membre du comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Éditeur associé, China Economic Review.

SÉBASTIEN JEAN

Membre du Conseil d'analyse économique.

Membre du Comité Stratégique de la Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France).

Membre du Conseil National de la Productivité (CNP).

Membre du Conseil de l'OFCE.

Fellow, CESifo Research Network, Munich, Allemagne.

Policy Associate, GEP, University of Nottingham, Royaume-Uni.

Membre du Groupe de référence de l'évaluation de la contribution française à la BAIL, Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France).

Membre du Comité d'accès aux données de la Banque de France

Membre du comité éditorial du Journal of Global Economic Analysis.

Membre du Comité de programmation de L'économie aux Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Membre de la "Task Force for Protecting Europe From Economic Coercion", European Council of Foreign Relations (ECFR).

VALÉRIE MIGNON

Présidente de la section 05 (Sciences économiques) du Conseil National des Universités (CNU).

Membre de la Commission Recherche de l'Université Paris Nanterre.

Responsable de l'axe Macroéconomie Internationale, Banque et Économétrie Financière du laboratoire EconomiX (UMR 7235), CNRS et Université Paris Nanterre.

Co-rédacteur en chef d'International Economics.

Membre des comités éditoriaux de Energy Policy, Finance, Économie et Préviation, Economics Bulletin et Journal of Asset Management.

Présidente de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), 2020-2021.

Membre du Comité de datation des cycles de l'économie française (CDCEF).

Membre élue au Cercle des Économistes.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 10 novembre 2021.

Membre du comité scientifique de la conférence « Évaluation des politiques publiques », AFSE et Direction Générale du Trésor, 9 décembre 2021.



Membre du jury du Prix Colbert de la Fondation Colbert - Institut de France, 2021.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche et auprès du HCERES.
Membre des comités de sélection des Universités de Clermont Auvergne, Nantes, Paris Nanterre et La Réunion.

Membre de l'instance nationale chargée de la procédure spécifique d'avancement de grade des enseignants-chercheurs.

Membre nommé au Conseil scientifique de la Direction générale des douanes et des droits indirects (depuis décembre 2021).

CRISTINA MITARITONNA

Participation au groupe de travail CEP/UNECA, pour la mise en oeuvre de l'accord de libre-échange continental africain.

ERICA PEREGO

Rapporteur pour les revues *Economic Bulletins*, *Economic Modelling*, *International Economics*, *Macroeconomic Dynamics*, *Singapore Economic Review*.

LIONEL RAGOT

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Responsable de l'Axe Développement Durable, Environnement et Énergie (DDEE) du laboratoire EconomiX.

GIANLUCA SANTONI

Rapporteur pour les revues *Journal of Economic Geography*, *World Development*, *The Review of World Economics*, *The World Economy*, *Review of International Economics*, *International Economics*, *International Migration Review*.

FARID TOUBAL

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Co-éditeur de l'*European Economic Review*.

Research Fellow au CEPR.

Research Network member au CESifo.

FABIEN TRIPIER

Membre du bureau de l'association Theories and Methods in Macroeconomics (T2M).

Membre du comité scientifique de la conférence doctorale ADRES et du Research in International Economics and Finance (RIEF).

Membre du jury du prix Edmond Malinvaud.



VINCENT VICARD

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre du comité de pilotage de l'EUR PgSE.

Membre du Comité d'Accès aux Données de la Banque de France

Membre du comité de pilotage du Euro-Latin Study Network on Integration and Trade (ELSNIT)



Les relations partenariales du

CEPII

■ CEPII-PSE

PARTENARIAT CEPII-PSE
POUR LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET ENVIRONNEMENTALES

Ensemble, PSE et le CEPII visent à mettre l'excellence académique au service de la compréhension des grands enjeux économiques internationaux, avec une attention particulière portée aux questions environnementales.

■ EconPol Europe

EUROPEAN NETWORK FOR ECONOMIC AND FISCAL POLICY RESEARCH

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont : ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), University of Oxford (Centre for Business Taxation) (Oxford, Great Britain), Università di Trento (Department of Economics and Management) (Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du Ministère allemand des finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.



ELSNIT

EURO-LATIN STUDY NETWORK ON INTEGRATION AND TRADE

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres : Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l'IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

GTAP

GLOBAL TRADE ANALYSIS PROJECT

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'économie et des finances).

JECO

LES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.



Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

RIEF

RESEARCH IN INTERNATIONAL ECONOMY AND FINANCE

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres : ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris I (France).

TTIP-ITN

TRANSATLANTIC TRADE AND INVESTMENT PARTNERSHIP – INTERNATIONAL TRAINING NETWORK

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP, entre chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium : The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule (ETH) Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut, Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, PSE - Ecole d'économie de Paris, The City University



Rapport d'activité 2021

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en juillet 2022

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.



www.cepii.fr

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00 – Fax : 01 53 68 55 01

www.cepii.fr